

LE PREMIER MINISTRE L'A AFFIRMÉ DEPUIS JIJEL

«Notre mission est de servir le citoyen»

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a affirmé, hier depuis la wilaya de Jijel, que la mission de son Gouvernement sera de servir le citoyen sur le terrain, en s'appuyant sur le «langage des chiffres» et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. P 3



PAIEMENT ÉLECTRONIQUE **Forte croissance des transactions par TPE en 2025**

Le paiement par terminaux électroniques (TPE) confirme son dynamisme en Algérie. Selon un bilan publié par le Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), plus de 5,2 millions de transactions ont été enregistrées entre janvier et juillet 2025, pour un montant global de 47,2 milliards de dinars (DA).

P 2

COUP D'ENVOI DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2025-2026

Cap sur la recherche et l'économie de la connaissance

L'université Ahmed Ben Yahia El Ouancharissi de Tissemsilt a abrité, ce lundi, la cérémonie officielle de lancement de l'année universitaire 2025-2026. Placée sous le signe de l'économie émergente et de la souveraineté nationale, cette rentrée met plus que jamais en lumière le rôle stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique comme levier de développement et moteur d'innovation pour l'Algérie.

P 5

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET RELANCE DE LA CROISSANCE

L'Algérie mise sur son potentiel minier

Longtemps éclipsé par la rente pétrolière, le secteur minier s'impose aujourd'hui comme un levier central de la diversification économique en Algérie. Porté par des projets structurants et un nouveau cadre juridique destiné à séduire les investisseurs, il se prépare à transformer des richesses géologiques encore sous-exploitées en moteur de croissance, d'emplois et d'exportations.

P 5

SOLIDARITÉ NATIONALE

**L'importance du programme
de la famille productive
soulignée P 2**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT
D'ARGENT

**Signature d'une convention
de coopération entre la DGSN
et la CTRF P 4**

SALON BÂTI-EST-EXPO
DE CONSTANTINE

**180 exposants attendus
à la 8^e édition du 1 au 4
octobre P 5**

EXCLUSIVEMENT POUR LES NOUVEAUX BACHELIERS
Le transfert entre l'UFC et les autres universités autorisé

Par R. E.

Le transfert entre l'Université de la formation continue (UFC) et les autres universités est autorisé exclusivement pour les nouveaux bacheliers, a indiqué, lundi, un communiqué de l'UFC. "Le transfert entre l'UFC et les autres universités est autorisé uniquement pour les bacheliers de l'année 2025. Les transferts pour les autres années ne sont pas permis actuellement en raison du manque de passerelles entre les filières, mais cette question peut être étudiée à l'avenir", précise la même source. Le transfert entre les centres de l'UFC est envisageable. Les directeurs des centres pourront, d'ici la fin de la semaine, traiter les cas concernés", ajoute le communiqué. Concernant le service de transport urbain et suburbain, "les étudiants de l'UFC en bénéficient au même titre que les autres étudiants universitaires, avec un programme spécifique adapté aux périodes du soir pour tenir compte de leurs horaires d'étude", selon la même source. S'agissant de l'hébergement, "il est réservé uniquement aux étudiants inscrits à l'UFC au moment de l'obtention de leur baccalauréat, que ce soit les bacheliers de l'année 2024 (transférés ou redoublants) ou ceux de l'année 2025". " Les cartes d'étudiant sont remises à partir de mardi à l'ensemble des nouveaux étudiants au niveau des centres de l'UFC, puis à ceux des autres années d'étude", ajoute le communiqué. Par ailleurs, tout étudiant de l'UFC a le droit de s'inscrire à la bibliothèque numérique. A partir du mois d'octobre, les étudiants auront un lien, un identifiant et un mot de passe afin de bénéficier de ce service", indique le communiqué. D'une autre part, l'UFC "n'ouvre aucune nouvelle session d'admission au titre de l'année en cours, que ce soit en licence ou en master", rappelle la même source. En réponse aux préoccupations des étudiants concernés par les nouvelles spécialités, l'UFC a précisé que leur inscription sera disponible avant la fin de semaine, ces spécialités étant en cours d'intégration dans le système " Progres", en coordination avec les services compétents du ministère, une opération qui "touche à sa fin".

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Forte croissance des transactions par TPE en 2025

Le paiement par terminaux électroniques (TPE) confirme son dynamisme en Algérie. Selon un bilan publié par le Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), plus de 5,2 millions de transactions ont été enregistrées entre janvier et juillet 2025, pour un montant global de 47,2 milliards de dinars (DA).

Par Selma R

Ces chiffres traduisent une croissance soutenue de ce mode de paiement, déjà en nette progression en 2024, année durant laquelle 5,5 millions d'opérations avaient été comptabilisées pour un montant de 44,5 milliards DA. Le rapport souligne un pic d'activité en juillet, avec 857 990 paiements via TPE pour une valeur de plus de 7,6 milliards DA. Cette tendance est liée à la densification du parc de TPE, passé de 68 140 appareils en décembre 2024 à 77 500 terminaux à fin juillet 2025. Les commerçants de tout le pays sont désormais mieux équipés, facilitant ainsi l'adoption des paiements électroniques. Le nombre de cartes de paiement électronique (interbancaires CIB et cartes Eddahabia d'Algérie Poste) en circulation a dépassé 20,7 millions d'unités à la fin juillet, confirmant l'élargissement de la base d'utilisateurs et l'intérêt croissant pour les solutions modernes de règlement.

De son côté, le paiement en ligne poursuit également son essor. Entre janvier et juillet 2025, plus de 13,2 millions de transactions ont été enregistrées. Depuis le lancement du service en 2016, le cumul atteint 76,4 millions d'opérations, pour un montant global supérieur à 43,4 milliards DA. Le GIE Monétique note également une augmentation du nombre de web-marchands : 644 opérateurs adhèrent désormais au système, parmi lesquels l'Algérienne des eaux (ADE), Sonelgaz, Algérie Télécom, les opérateurs mobiles, ainsi que des compagnies d'assurances et de transport aérien. Par ailleurs, les transactions via paiement mobile (m-paiement) affichent des volumes élevés : 39,7 millions d'opérations ont été effectuées sur les sept premiers mois de l'année, pour une valeur globale de 31,3 milliards DA. Le transfert d'argent entre particuliers (P2P) par mobile reste un moteur essentiel, avec 26,2 millions de transactions représentant 354,8 milliards DA. Cette évolution «illus-

tre le rôle majeur des transferts P2P dans la circulation des fonds entre particuliers, grâce à la simplicité, la rapidité et la fiabilité du service », souligne le GIE Monétique. Les retraits d'espèces sur distributeurs automatiques (ATM) demeurent importants : environ 132 millions d'opérations ont été effectuées sur les sept premiers mois de 2025, pour un montant total de 2 481,6 milliards DA. Le parc national compte désormais 4 600 automates en exploitation. Créé en 2014, le GIE Monétique supervise l'écosystème des paiements électroniques en Algérie. Sa mission : veiller à la conformité des systèmes et des outils, promouvoir la généralisation de la monétique et accompagner le développement de solutions de paiement modernes. Avec l'extension du parc TPE, la progression du m-paiement et la diversification des services en ligne, l'Algérie consolide ainsi les bases d'un paiement électronique accessible, sécurisé et adapté aux usages des consommateurs.

ENVIRON 500 PARTICIPANTS ATTENDUS À ORAN

18e conférence de l'espace vétérinaire algérien à partir du 6 octobre prochain

Par R. E.

La 18e édition de la conférence de l'espace vétérinaire algérien se tiendra du 6 au 8 octobre prochain à Oran, sous le thème " la médecine vétérinaire moderne entre pratique et technologie ", a-t-on appris, lundi, des organisateurs. L'événement, qui se déroulera dans la salle de conférences du complexe touristique "Les Andalouses", intervient dans un contexte de progrès scientifiques et technologiques rapides dans le domaine vétérinaire. Il mettra en lumière l'importance de la formation continue du vétérinaire, ainsi que l'intégration des techniques et innovations les plus récentes en matière de diagnostic et de traitement, tout en renforçant l'arsenal thérapeutique pour faire face aux défis de la santé animale, a souligné à l'APS le président de l'Espace Vétérinaire Algérien, Bendenia Sâada. Ce congrès, organisé en partenariat avec le Laboratoire de Recherche Agricole et Fonctions des Ecosystèmes (Université d'El-Tarf), le Centre de Recherche Scien-

tifique sur l'Environnement et le Centre de Recherche en Agriculture Pastorale, devra accueillir environ 500 participants, dont des vétérinaires praticiens, des chercheurs, universitaires, des étudiants en fin de cycle des facultés vétérinaires, des représentants d'établissements publics spécialisés en agriculture et santé, des producteurs et des investisseurs du secteur animalier. Les objectifs assignés à cette conférence s'articuleront autour du renforcement des compétences techniques des jeunes vétérinaires, notamment dans l'usage des outils technologiques de diagnostic et de soin (imagerie médicale avancée, biologie moléculaire, des plateformes numériques pour la gestion des cabinets vétérinaires), en plus d'améliorer la veille épidémiologique grâce au développement de capacités de diagnostic précoce et de suivi des maladies animales, de présenter les dernières avancées scientifiques dans les domaines de la santé des troupeaux, la nutrition animale et la génétique, ainsi que le lancement d'une campagne de stérilisation et

de vaccination contre la rage. Les axes principaux du programme scientifique de cette rencontre devront débattre également du diagnostic avancé : applications de la biologie moléculaire, diagnostic par imagerie (échographie, radiologie), les maladies émergentes et réémergentes : gestion de la rage, brucellose, grippe aviaire, entre autres, ainsi que les technologies dans la production animale avec la surveillance des troupeaux via Internet, la gestion intelligente de l'alimentation et l'amélioration génétique. Ces axes traiteront aussi de la santé unique "One Health" (Une seule santé) : une approche intégrée reliant la santé animale, la santé humaine et l'environnement. Des cycles de conférences, des sessions scientifiques pour la présentation de projets de recherche, des ateliers pratiques, ainsi que des formations scientifiques sont également au programme. Ils permettront aux vétérinaires de transférer les connaissances les plus récentes directement à leurs cabinets et sur le terrain, en plus de tables rondes sur les enjeux de la santé animale.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PREMIER MINISTRE L'A AFFIRMÉ DEPUIS JIJEL

«Notre mission est de servir le citoyen»

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a affirmé, hier depuis la wilaya de Jijel, que la mission de son Gouvernement sera de servir le citoyen sur le terrain, en s'appuyant sur le «langage des chiffres» et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Par Sirine R.

Dans une déclaration à la presse, au terme de sa visite de travail dans la wilaya de Jijel, M. Ghrieb a indiqué que «la mission du Gouvernement actuel est de servir le peuple», conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, précisant que «son travail se fera sur le terrain, en s'appuyant sur le langage des chiffres». Il s'est engagé à concrétiser les projets ayant fait l'objet d'un détournement des fonds publics, «conformément aux instructions du président de la République», assurant que le Gouvernement veillera à leur «suivi rigoureux».

Il a, à ce titre, rappelé que le complexe de trituration de graines oléagineuses et d'extraction d'huiles végétales «KOTAMA AGRI FOOD» avait été «récupéré alors que son taux de réalisation ne dépassait pas 20%, tandis que les transferts bancaires de celui-ci avaient dépassé 60%, ce qui illustre l'ampleur du pillage».

Et d'ajouter que les directives du président de la République et son engagement devant le peuple algérien à récupérer cet argent «se sont concrétisés aujourd'hui grâce à des cadres algériens intègres, diplômés de l'école algérienne, qui ont pris en charge ce projet malgré sa complexité technique et technologique».

Dans ce sillage, il a souligné qu'une start-up algérienne «avait réalisé une mission contre 6 millions de dinars, alors qu'un bureau

d'études étranger avait exigé un million de dollars», ce qui reflète «le retour de la confiance dans nos compétences nationales», outre les gains réalisés par l'Etat. D'autre part, le Premier ministre a souligné, lors de l'inspection de la deuxième tranche des travaux du projet du terminal à conteneurs du port de Djen Djen, la nécessité d'accélérer la récupération des espaces disponibles au niveau du port pour l'exportation de ciment, avec l'affectation de 20 hectares au profit des particuliers et des investisseurs pour la construction de silos de stockage destinés à l'exportation. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, visant à créer un port dédié à l'exportation du ciment, a-t-il précisé, indiquant que «le Gouvernement mise sur le ciment comme produit stratégique, en accordant la priorité aux entreprises algériennes dans l'opération d'exportation». Et d'ajouter : «Celui qui promet, tient sa parole... Les orientations et les engagements du président de la République se concrétisent aujourd'hui grâce aux cadres algériens et à la récupération des projets pillés dans le cadre de la lutte contre la corruption». Par ailleurs, M. Ghrieb est revenu sur le franc succès de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), un événement qui «a ouvert les portes de l'Afrique à l'économie algérienne». «Le succès de l'IATF a ouvert de nouvelles perspectives à l'économie algérienne, notamment en matière d'exportations industrielles

et agricoles », a-t-il déclaré, soulignant que l'Algérie entend consolider sa présence sur les marchés africains grâce à ses produits transformés et compétitifs.

Lors de cette visite, M. Ghrieb a procédé à l'inauguration et à la mise en exploitation du complexe de trituration de graines oléagineuses, et à l'inspection des travaux de réalisation de la deuxième tranche du projet du terminal à conteneurs au port de Djen-Djen qui est l'un des plus grands ports de la Méditerranée et un support logistique pour promouvoir les exportations algériennes.

Le Premier ministre et la délégation l'accompagnant ont écouté un exposé sur le groupe Madar Holding avec ses différentes unités, lequel a veillé à la réalisation du projet du complexe de trituration de graines oléagineuses dans un délai de deux ans, avec des compétences algériennes qui ont relevé le défi. Dans son allocution, le PDG de Madar Holding, Charaf-Eddine Amara, a considéré le complexe comme «l'un des édifices de l'Algérie nouvelle » et a souligné qu'il constitue «une démarche pratique pour renforcer notre souveraineté alimentaire et garantir notre sécurité stratégique », mais aussi «une preuve de la capacité des compétences nationales à relever le défi », les travailleurs et cadres de ce complexe ayant «démonstré que l'Algérien est en mesure de relever les défis et de surmonter les épreuves ».

CONSEIL DES MINISTRES

Les orientations de Tebboune

Par Réda Hadi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé une importante réunion du Conseil des ministres, marquant ainsi une étape stratégique dans la mise en œuvre de son projet présidentiel. Cette rencontre a été l'occasion de présenter les nouveaux membres du Gouvernement, que le président a chaleureusement salués, leur souhaitant plein succès dans l'accomplissement de leurs missions au service de la nation. Le nouveau premier ministre a, de son côté, exprimé sa gratitude pour la confiance placée en lui et a réaffirmé son engagement à exécuter la feuille de route présidentielle, centrée sur le service du citoyen et la promotion d'une véritable démocratie participative. Au cœur de cette réunion, le président Tebboune a délivré des directives majeures destinées à dynamiser l'action gouvernementale. Il a insisté sur la nécessité de relancer le travail du Gouvernement avec efficacité et efficience, en mettant l'accent sur l'action de terrain et la gestion concrète des affaires publiques. Le chef de l'État a exhorté ses ministres à tirer les leçons des expériences passées et à

s'appuyer sur les approches qui ont prouvé leur efficacité, afin de garantir des résultats tangibles pour les citoyens. Il a rappelé que l'Algérie progresse de manière sûre grâce aux efforts conjugués de ses enfants et que la réussite de cette dynamique dépend d'une coordination totale entre les membres du Gouvernement. L'un des points centraux de ses orientations a été l'appel à placer le citoyen et ses préoccupations au centre de toutes les priorités. Pour Tebboune, l'objectif est de trouver des solutions durables et définitives aux problèmes du quotidien, afin de renforcer le lien de confiance entre l'État et la population. Cette crédibilité, selon lui, est essentielle pour consolider le front interne et assurer la stabilité sociale et politique du pays. Sur le plan de la gouvernance, le président a insisté sur la rigueur dans l'accomplissement des missions confiées aux membres du Gouvernement. Il a également ordonné que les décisions et projets soient coordonnés avec le Premier ministre, considéré comme le trait d'union essentiel dans l'action gouvernementale. Cette coordination est jugée indispensable pour éviter les chevauchements de compétences et garantir la cohérence des politiques publiques. Tebboune a par ailleurs réaffirmé que l'Algérie n'est pas gérée selon

une logique d'austérité, mais à travers une approche qualifiée de «gestion intelligente », pleinement alignée sur le projet présidentiel visant à hisser le pays au rang des nations émergentes. Cette vision repose sur la réalisation d'un développement socio-économique de qualité, axé sur l'investissement dans les secteurs stratégiques et la modernisation des infrastructures. Dans le cadre de cette stratégie, le président a ordonné la préparation d'exposés et de plans d'action sectoriels qui seront présentés lors des prochaines réunions du Conseil des ministres. Cette démarche vise à suivre de près l'exécution des politiques publiques et à ajuster les priorités en fonction des besoins réels de la population et des impératifs de développement. Enfin, la réunion s'est conclue par l'approbation de décisions portant sur des nominations et fins de fonctions dans des postes supérieurs de l'État, illustrant la volonté de renouvellement et de dynamisation des institutions. Le président a également immortalisé ce moment en prenant une photo souvenir avec les membres du nouveau Gouvernement, marquant symboliquement le début d'une nouvelle phase de travail collectif. En somme, cette réunion du Conseil des ministres a été une véritable feuille de route pour le nouvel exécutif.

SOLIDARITÉ
NATIONALE

L'importance du programme de la famille productive soulignée

Par R. E.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a souligné, lundi dans la wilaya de Mostaganem, que le programme de la famille productive, récemment lancé, permet de passer de la solidarité de l'entraide sociale à une solidarité économique. Lors d'un point de presse tenu après le coup d'envoi d'une caravane de solidarité au profit de familles démunies, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, la ministre a déclaré que "ce programme offre à la femme au foyer, à la femme rurale et aux familles productives la possibilité de travailler et de contribuer à l'amélioration du niveau de vie du foyer, tout en assurant une certaine autonomie économique et financière dans la société". Après avoir souligné que l'expérience algérienne en matière de protection sociale est "à l'avant-garde et reconnue par les experts", Mme Mouloudji a indiqué que "l'Etat continuera à renforcer les acquis de solidarité au service du citoyen et des différentes catégories sociales, et à concrétiser l'égalité, notamment au bénéfice des catégories vulnérables". La ministre a supervisé la distribution de cartables dont ont bénéficié, pour l'actuelle rentrée scolaire dans la wilaya de Mostaganem, près de 34.000 élèves, y compris des enfants aux besoins spécifiques, avant de saluer 60 personnes âgées ayant profité d'un voyage de détente. Par ailleurs, elle a assisté au lancement de la rentrée scolaire à l'école des enfants sourds-muets de la commune de Hadjadj et au cours inaugural consacré à la santé scolaire, en insistant sur l'importance de tirer profit des avantages technologiques pour aider cette frange à surmonter les défis rencontrés dans le processus éducatif. Dans la même collectivité locale, Mme Mouloudji a visité une classe spécialisée de l'école primaire "Belahouel Mohamed", l'une des 49 classes intégrées ouvertes, cette année, dans la wilaya au profit de 325 élèves aux besoins spécifiques. A ce propos, la ministre a rappelé que l'ouverture de classes spécialisées constitue une priorité pour réaliser l'inclusion scolaire et sociale des enfants aux besoins spécifiques, précisant que plus de 200 nouvelles classes ont été ouvertes, cette année, portant leur nombre total à 1.622 à l'échelle nationale.

LUTTE CONTRE LE
BLANCHIMENT
D'ARGENT
**Signature d’une
convention de
coopération entre
la DGSN et la CTRF**

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) ont signé, lundi, une convention de coopération visant à accélérer l'échange d'informations, notamment dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et les armes de destruction massive. Parmi les principales clauses de la convention signée par le Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et le président de la CTRF, Mohamed Saoudia, figurent la mise en place d'un mécanisme alliant confidentialité et célérité dans la transmission des informations, ainsi que l'utilisation conjointe des mécanismes de coopération internationale disponibles et le renforcement des activités de formation commune et d'échange d'expertises. La convention signée au siège de la DGSN prévoit également l'élaboration d'un plan annuel commun dans le domaine de la prévention de ces crimes, le renforcement de la coopération pour la réalisation des enquêtes financières parallèles et la levée des obstacles entravant l'action des deux organismes dans ce domaine.

ALGER/ ZAKAT
**2.458 familles
bénéficient d’une
aide financière à
l’occasion de la
rentrée scolaire**

Un total de 2.458 familles démunies à Alger ont bénéficié d'une aide financière de 20.000 DA chacune, et ce, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, s'inscrivant dans le cadre de la distribution de la Zakat, indique dimanche un communiqué de l'Office national des wakfs et de la zakat. La section de l'Office de la wilaya d'Alger a procédé, en coordination avec la direction des Affaires religieuses et des Wakfs, à la distribution de la Zakat aux bénéficiaires, précise la même source, ajoutant que "2.458 familles démunies ont bénéficié d'un montant de 20.000 DA chacune, versée dans les comptes courants des bénéficiaires".

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement des éliminatoires régionales des Olympiades des métiers 2025 à Alger

Les éliminatoires régionales des Olympiades des métiers 2025 ont débuté, dimanche à Alger, avec la participation de plus de 300 candidats qui s'affronteront dans 49 spécialités. Présidant l'inauguration de cet événement, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a souligné que cette manifestation "constitue une occasion pour les jeunes de démontrer leurs capacités et compétences, leur offre la possibilité de briller à un niveau plus large" et leur permet de construire "des passe-

relles de coopération" entre eux et avec les différents partenaires économiques. La ministre a, en outre, indiqué que ce rendez-vous consacre "les valeurs du travail et de la créativité et reflète l'image d'une Algérie dynamique, forte d'une jeunesse ambitieuse qui envisage l'avenir avec confiance", appelant les candidats à faire preuve d'esprit de compétition et de détermination pour libérer leur potentiel. Elle a également rappelé, à cette occasion, que les éliminatoires de wilayas ont vu la participation de plus de "5700 candidats, dont

plus de 1100 jeunes algériennes ayant fait leurs preuves dans différentes spécialités", relevant que ces statistiques traduisent "la passion, la volonté et le désir qui animent ces jeunes hommes et femmes pour réussir". Par ailleurs, Mme. Arhab a réaffirmé son engagement et sa détermination à "poursuivre le travail, à œuvrer pour ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes et à promouvoir le système de formation professionnelle à des niveaux supérieurs".

APRÈS TROIS SÉANCES DE REPLI

Le pétrole repart à la hausse

Les cours du pétrole ont progressé lundi 22 septembre pour la première fois en quatre séances, soutenus par les tensions géopolitiques en Europe et au Moyen-Orient, qui ravivent les craintes d'un choc sur l'offre mondiale. À 06h02 GMT, les contrats à terme sur le Brent de la mer du Nord, livraison novembre, avançaient de 0,57 % à 67,06 dollars le baril. Le West Texas Interme-

diate (WTI), référence américaine, gagnait 0,77 % à 63,16 dollars pour l'échéance d'octobre, selon les données de la plateforme spécialisée Energy. La remontée des prix intervient après une série d'attaques de drones ukrainiens contre des infrastructures énergétiques en Russie, visant stations et raffineries. Ces actions renforcent le risque de perturbations sur l'approvisionnement

mondial, alors que le président américain Donald Trump a appelé l'Union européenne à cesser ses achats de pétrole et de gaz russes. Ce double facteur a suffi à effacer les inquiétudes qui pesaient depuis plusieurs jours sur la demande, notamment aux États-Unis, où les indicateurs montrent un ralentissement de la consommation de carburants.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or s’envole porté par les anticipations de baisse des taux de la Fed

Le cours de l'or a atteint un record historique lundi, porté par les attentes croissantes d'un nouvel assouplissement monétaire aux Etats-Unis. Dans la matinée, l'or au comptant gagnait 0,9 % à 3.716,27 dollars l'once, après avoir touché un sommet inédit à 3.719,65 dollars. Les contrats à terme américains pour livraison en décembre progressaient de 1,2 % à 3751,20 dollars. Les investisseurs anticipent deux nouvelles baisses de taux de la Réserve fédérale cette année, en octobre et en décembre. Plusieurs responsables de la Fed, dont le président Je-

rome Powell, doivent s'exprimer cette semaine, tandis que les marchés attendent vendredi les données sur l'inflation Depuis janvier, le métal jaune a gagné plus de 40%, soutenu par les achats des banques centrales, la demande asiatique et les incertitudes géopolitiques. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a grimpé de 1,3 % à 43,64 dollars, son plus haut niveau en 14 ans. Le platine et le palladium ont chacun progressé de 1,1%, à respectivement 1.419,65 dollars et 161,85 dollars.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹²				
DA / Kg			دج / كلف				
Produits		معدل	أعلى	الدى	المنتجات		
		Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	63	75	50	الطماطم		
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف		
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف		
	Carotte	92	104	81	الجزر		
	Navet	104	117	92	لفت		
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر		
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار		
	Courgette	97	111	82	الكوسة		
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	110	125	96	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	590	717	463	التمر		
	Banane	425	437	413	الموز		
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر		
		Raisin	215	277	152		العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,64	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

COUP D’ENVOI DE L’ANNÉE UNIVERSITAIRE 2025-2026

Cap sur la recherche et l’économie de la connaissance

L’université Ahmed Ben Yahia El Ouancharissi de Tissemsilt a abrité, ce lundi, la cérémonie officielle de lancement de l’année universitaire 2025-2026. Placée sous le signe de l’économie émergente et de la souveraineté nationale, cette rentrée met plus que jamais en lumière le rôle stratégique de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique comme levier de développement et moteur d’innovation pour l’Algérie.

Par Mourad A.

Dans une allocution retransmise en visioconférence à l’ensemble des établissements du pays, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé que « l’université algérienne n’est pas seulement un établissement académique d’enseignement, mais bien le cœur battant du développement local et national, à travers la créativité, la diffusion et la valorisation du savoir dans ses amphithéâtres et ses laboratoires ». Il a précisé que cette rentrée ne devait pas être perçue comme un simple rendez-vous administratif dans l’agenda du secteur, mais comme un moment fondateur pour une Algérie victorieuse, édifiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a constamment soutenu l’université dans le cadre de réformes menées avec constance et sérénité. Le ministre a rappelé, à ce titre, que le chef de l’État a placé l’enseignement supérieur et la recherche scientifique au cœur de son projet national de renaissance, convaincu que le développement durable ne peut se réaliser qu’à travers la connaissance. Il a insisté sur le rôle de la recherche et de l’innovation comme leviers essentiels pour faire de

l’Algérie un pays émergent sur les plans économique, social et culturel. Cette rentrée a été placée sous le thème : « Le rôle de l’enseignement supérieur dans la construction d’une économie émergente ». Les indicateurs économiques confirment cette orientation : une croissance de 4,8 % en 2024, un PIB par habitant de 5 130 dollars (le plus élevé du Maghreb) et l’objectif d’atteindre 400 milliards de dollars de PIB à l’horizon 2027. Sur le plan académique, l’Algérie compte 117 établissements, plus de 1,8 million d’étudiants et 300 000 nouveaux inscrits chaque année, ce qui en fait le réseau universitaire le plus dense du continent. « Nos universités accueillent sans déficit d’encadrement ni manque d’infrastructures, ce qui témoigne des efforts colossaux consentis par l’État », a souligné le ministre, avant de rappeler que l’université doit aussi jouer un rôle moteur dans le développement local, en favorisant l’emploi, l’entrepreneuriat et l’innovation. L’année 2025-2026 sera marquée par l’introduction du premier cadre national des qualifications, destiné à associer chaque diplôme à des compétences concrètes et reconnues. La convergence entre sciences exactes, technologies et sciences humaines sera encouragée pour humaniser l’usage de l’intelligence

artificielle et de la robotique. « Cette année sera aussi celle des logiciels libres, car la souveraineté numérique est un pilier de notre indépendance scientifique et technologique », a-t-il précisé. Les incubateurs, centres d’entrepreneuriat et laboratoires d’intelligence artificielle seront par ailleurs renforcés. « L’université doit produire non seulement des diplômés, mais aussi de la valeur, des solutions et de l’innovation pour la société », a-t-il insisté. La cérémonie d’ouverture a également été marquée par la distinction du professeur Zebbar Djalel, directeur du laboratoire de génie mécanique de l’université de Tissemsilt, récompensé pour l’obtention d’un brevet d’invention. Plusieurs doctorants et enseignants-chercheurs ont aussi été honorés, notamment à travers la « récompense du chercheur émérite ». Des conventions de partenariat ont été signées entre l’université et l’Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche scientifique et du développement technologique, ainsi qu’avec l’Unité de recherche sur les plantes médicinales de Laghouat. Un Salon des plantes médicinales et une exposition de projets innovants réalisés par les étudiants ont également été organisés en marge de l’événement.

SALON BÂTI-EST-EXPO DE CONSTANTINE
180 exposants attendus à la 8ème édition du 1 au 4 octobre

Par R. E.

La 8ème édition du Salon international de l’immobilier, du bâtiment et des travaux publics de l’Est (Bâti-Est-Expo) se tiendra du 1 au 4 octobre prochain à Constantine, avec la participation de plus de 180 exposants, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Abrité par le complexe culturel Ahmed Bey-Zénith de Constantine, cet événement professionnel est organisé par l’entreprise "Sunflower Communication", en collaboration avec la Chambre de commerce et d’industrie de Constantine (CCI Rhume) et l’Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL). Ce salon professionnel devrait réunir plus de 180 entreprises algériennes et étrangères représentant plusieurs pays asiatiques, européens et africains, selon la même source. Il est, également, attendu, l’affluence de plus de 15.000 visiteurs professionnels algériens et étrangers lors de ce salon. Le volet de l’exportation de matériaux de construction et autres produits et services algériens vers les pays africains notamment sera au cœur de cette huitième édition, a-t-on également souligné dans le communiqué. Dans ce cadre, les organisateurs ont annoncé la participation de plus d’une trentaine d’ambassades et de représentations économiques et commerciales de pays africains accréditées en Algérie afin d’explorer les opportunités, voies et moyens de faciliter l’accès des produits et services algériens vers ces pays. En parallèle, des rencontres et tables rondes seront organisées entre des chefs d’entreprises algériennes et des ambassadeurs et chargés d’affaires et des relations commerciales. Les universités, les centres de formation spécialisés et les start-up marqueront aussi leur présence, à travers des espaces d’exposition qui leurs sont dédiés en vue de faciliter et de motiver leur apport au développement économique du pays. Aussi, il est prévu un programme de conférences-débat thématiques afin d’explorer les nouveautés techniques et technologiques à même de moderniser et d’accélérer la croissance des secteurs concernés, a-t-on encore précisé de même source.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET RELANCE DE LA CROISSANCE L’Algérie mise sur son potentiel minier

Par M. A.

Longtemps éclipsé par la rente pétrolière, le secteur minier s’impose aujourd’hui comme un levier central de la diversification économique en Algérie. Porté par des projets structurants et un nouveau cadre juridique destiné à séduire les investisseurs, il se prépare à transformer des richesses géologiques encore sous-exploitées en moteur de croissance, d’emplois et d’exportations. Jusqu’ici cantonnée à une contribution marginale (à peine 1 % du PIB national), l’activité minière est en passe de devenir un pilier de la stratégie économique du pays. « Nous voulons transformer les potentialités géologiques immenses de l’Algérie en une richesse durable, créatrice de valeur et d’emplois. Le temps où l’on exportait la matière brute est révolu », a affirmé Djamel Eddine Choutri, chef de cabinet de la secrétaire d’État chargée des Mines, lors de son passage au « Forum El Oula » de la Radio nationale. La stratégie nationale repose sur trois axes majeurs : accroître la part du secteur dans le PIB, créer de la valeur ajoutée localement à travers des filières

de transformation et stimuler le développement régional grâce aux grands projets. « Les mines ne sont plus un dossier secondaire, elles deviennent une priorité nationale », a-t-il insisté. Symbole de cette ambition, le gisement de Gara Djebilet, à Tindouf, constitue la pierre angulaire de la relance. Une première usine de traitement y est déjà opérationnelle, avec une capacité initiale de 250 000 tonnes de minerai de fer par an. Ce projet, qui devrait entraîner la création d’une véritable ville minière, pourrait générer jusqu’à 25 000 emplois directs et indirects d’ici 2040. À l’Est, le mégaprojet intégré de phosphate reliant Tébessa, Souk Ahras et Annaba s’appuie sur des réserves estimées à 2,2 milliards de tonnes. Chaque année, 10 millions de tonnes de minerai brut y seront traitées afin de produire 6 millions de tonnes de phosphates enrichis, destinés notamment à la fabrication d’engrais. « Ce projet est structurant car il permettra à l’Algérie de garantir sa sécurité alimentaire tout en exportant massivement vers l’Afrique », a expliqué le responsable. Avec 10 000 à 12 000 emplois attendus, il marquera une étape clé dans l’industrialisation du

pays. Un autre chantier d’envergure est en préparation à Béjaïa, où le projet de zinc et de plomb d’Oued Amizour viendra compléter le dispositif. Doté d’une capacité de traitement de 2 millions de tonnes de minerai brut par an, il devrait fournir 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb, couvrant une partie importante des besoins nationaux et ouvrant la voie à l’exportation. Quelque 8 000 emplois directs sont envisagés. La mise en œuvre de ces projets est facilitée par le nouveau code minier (loi 25-12), fruit de trois années de concertation. Ce texte simplifie les procédures, instaure un guichet unique, transforme les titres miniers en actifs bancables et met fin à certaines contraintes, dont la règle 51/49, désormais appliquée de manière ciblée. « Nous avons levé les verrous qui freinaient les investisseurs. Désormais, l’explorateur qui découvre un gisement a la garantie de pouvoir l’exploiter. C’est un changement majeur », a-t-il insisté. Au-delà de l’exploitation, l’État investit dans la prospection. Depuis 2001, 26 projets d’exploration ont été lancés dans 17 wilayas pour un budget de 4,8 milliards de dinars, et de nou-

velles campagnes sont prévues. Les techniques modernes de télédétection et de cartographie 3D sont désormais mobilisées. Parallèlement, le secteur s’ouvre aux start-up, appelées à innover dans le traitement, la logistique et la sécurité. « Le secteur minier est un terrain fertile pour l’innovation, et les jeunes entreprises y auront toute leur place », a assuré le représentant du ministère. La dimension environnementale est également intégrée à la stratégie : les études d’impact sont désormais obligatoires, tandis qu’une police des mines veille au respect des normes de sécurité et de durabilité. Enfin, l’Algérie prépare activement le tournant de l’exportation. Jusque-là limitées à quelques produits, les ventes à l’étranger devraient s’élargir aux surplus de fer, de phosphates et de zinc. Pour accompagner cette dynamique, le pays modernise ses infrastructures logistiques avec l’extension des ports d’Annaba et de Jijel ainsi que la création d’une zone logistique à Oran. « Nos mines ne doivent pas seulement alimenter l’industrie nationale, elles doivent aussi positionner l’Algérie comme acteur majeur sur le marché africain et méditerranéen », a conclu Choutri.

BATNA

290 écoles primaires
bientôt dotées de tablettes
numériques

Plus de 290 écoles primaires de la wilaya de Batna seront "bientôt" équipées de tablettes numériques, a-t-on affirmé, dimanche, à la direction locale de l'éducation. La même source a précisé que le nombre d'établissements du cycle primaires disposant de ce moyen pédagogique moderne sera ainsi porté, durant l'année scolaire en cours, à 416 écoles sur un total de 670 établissements du primaire répartis sur les 61 communes de la wilaya. L'on a également indiqué à la direction de l'éducation que le secteur a bénéficié, jusqu'à présent de 7.887 tablettes numériques, distribuées en trois phases lors des précédentes années scolaires au profit de 126 établissements scolaires à travers la wilaya. La distribution des tablettes numériques et des tableaux interactifs s'inscrit, selon la même source, dans le cadre des mesures prises pour alléger le poids du cartable et de la transition vers l'enseignement numérique, ce qui "aidera les élèves à mieux assimiler leurs cours à la faveur de l'utilisation de technologies modernes". Pour rappel, l'école primaire Abderrahmane Lakhdari, située dans le centre de Batna, première au niveau national à être équipée de tablettes numériques (le 21 octobre 2020) est considérée comme un établissement "pilote", précurseur de l'utilisation d'outils pédagogiques faisant appel à la technologie moderne.

CONSTANTINE

Inauguration d'établissements scolaires
et de structures pédagogiques à
l'occasion de la rentrée scolaire

Au total, 26 nouvelles infrastructures relevant du secteur de l'éducation, dont des établissements scolaires et diverses structures pédagogiques, ont été mises en service, dimanche dans la wilaya de Constantine en sus de la pose de la première pierre de plusieurs projets relevant du même secteur, sous la supervision du chef de l'exécutif local, Abdelkhalek Sayouda, et ce à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire.

Il s'agit précisément de 7 établissements d'enseignement primaires, 4 collèges d'enseignement moyen (CEM), 4 lycées, 8 cantines scolaires, 2 demi-pensionnats, 3 unités de dépistage et de suivi sanitaire, ainsi que 33 classes d'extension, inaugurés dans différentes communes de la wilaya par le chef de l'exécutif local. Au niveau de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli plus particulièrement dans ses extensions Sud et Ouest, trois écoles primaires ont été ouvertes dans les quartiers des 1 500 et 2 000 logements AADL ainsi que dans celui des 3 000 logements LPA. Deux CEM y ont également été inaugurés, respectivement dans le quartier des 1 500 logements AADL et dans l'unité de voisinage n 14. Dans cette même circonscription, un lycée a été mis en service, de même qu'une cantine scolaire rattachée à l'école primaire Tifouti Lakhdar, sise dans l'unité de voisinage n 19.

En outre, la pose de la première pierre a marqué le lancement de projets portant sur la réalisation d'une école primaire et d'un lycée dans l'extension Ouest de la ville d'Ali Mendjeli, ainsi que d'un autre établissement dans la localité de Retba (commune de Didouche Mourad). Dans la commune d'El Khroub, un CEM a été inauguré dans la localité de Guettar El-Aïch, en plus d'un lycée d'une capacité d'accueil de 1 000 places dans la cité Massinissa, ainsi que de deux écoles primaires situées respectivement dans la zone de Mouzina et dans le complexe résidentiel "Aïn El-Bey". Au chef-lieu de wilaya, un lycée a ouvert ses portes à Sissaoui, tandis qu'un CEM de remplacement est venu succéder à l'établissement Aboud Khiter, implanté dans le quartier Boudraa Salah. Par ailleurs, la première pierre d'un projet de réalisation d'un groupe scolaire a été posée dans l'extension n 5 de la zone d'Aïn

El-Bey. A cette occasion, le wali de Constantine, M. Abdelkhalek Sayouda, a affirmé que "la mise en service de ces nouveaux établissements scolaires, répartis à travers de nombreuses communes de la wilaya, constitue une concrétisation tangible de l'engagement de l'Etat à offrir les conditions les plus propices à la scolarisation, traduisant ainsi la volonté sincère d'accompagner l'essor démographique et urbanistique considérable que connaît Constantine". Il a ajouté que "ces réalisations ne se limitent pas à de simples infrastructures scolaires, mais incarnent de véritables espaces éducatifs et scientifiques modernes, conformes aux normes pédagogiques, offrant à l'élève un environnement stimulant, propice à l'excellence et à la créativité". Et de conclure en soulignant que "les efforts se poursuivront à l'avenir à travers l'achèvement des projets inscrits et le lancement de nouvelles initiatives".

MILA

8 nouveaux établissements scolaires renforcent le secteur de l'éducation

Le secteur de l'éducation s'est renforcé, dans la wilaya de Mila, par la mise en service de 8 nouveaux établissements scolaires dans les 3 cycles de l'enseignement, a indiqué, dimanche, le directeur de l'Education, Abbas Kendi. Le responsable a précisé, lors d'un exposé présenté aux autori-

tés locales au moment de l'inauguration, à Teleghma, d'une nouvelle école baptisée du nom du Moudjahid décédé Ahmed Lefhal, que les nouvelles infrastructures mises en service pour l'année scolaire 2025-2026 se composent, s'agissant du palier primaire, de cinq (5) groupes scolaires dans les com-

munes d'Oued Khelouf, de Mila, de Sidi Merouane et de Teleghma. Dans le cycle moyen, deux nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) ont également été ouverts et mis en service dans les communes de Mila et de Teleghma, tandis qu'au niveau secondaire, le secteur a été renforcé par un lycée dans la

commune de Zeghaïa. La mise en service de ces structures porte à 664 le nombre total d'établissements éducatifs de la wilaya, a encore précisé M. Kendi, ajoutant que 263.545 élèves, dont 23.891 nouveaux, ont rejoint leurs écoles, CEM et lycées en ce jour de rentrée des classes.

RELIZANE

Raccordement de 14 établissements scolaires aux réseaux d'électricité et de gaz

Quatorze établissements scolaires nouvellement réalisés dans la wilaya de Relizane ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz, en prévision de la rentrée scolaire, a indiqué, dimanche, un communiqué de la direction locale de

distribution de l'électricité et du gaz "Sonelgaz". L'opération a concerné le raccordement de 10 écoles primaires et 4 collèges d'enseignement moyen (CEM), répartis à travers plusieurs communes et zones de la wilaya, précise

la même source. La direction locale de Sonelgaz a alloué un budget de plus de 60 millions de dinars pour la réalisation de ces travaux, soulignant que le raccordement des établissements scolaires constitue l'une des priorités du groupe

Sonelgaz, dans le but d'assurer de bonnes conditions de scolarité tant pour les élèves que pour les équipes pédagogiques. Ces opérations ont été réalisées en coordination avec les autorités locales et les services concernés, conformément

au plan spécial mis en place par le groupe Sonelgaz pour accompagner la rentrée scolaire et garantir l'approvisionnement en énergie des différentes structures éducatives, a-t-on souligné de même source.

MASCARA

Campagne régionale de réparation des fuites d'eau sur les conduites principales du système MAO

Une campagne régionale de réparation des fuites d'eau a été lancée, dimanche à Mascara, ciblant les conduites principales du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a-t-on appris de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE). Cette campagne, initiée par la direction générale de l'ADE, en coordination avec les autorités locales, mobilise plus de 300 agents issus des différentes unités de l'entreprise à travers

13 wilayas du pays, a-t-on fait savoir de même source. La campagne, qui se poursuivra pendant trois jours, vise la réparation "d'un nombre important de fuites" détectées sur les canalisations principales des couloirs du système MAO alimentant les zones de Mascara, Sig et Mohammadia (23 communes) situées notamment dans les communes d'El-Alaïmia, Ras El-Aïn Amirouche et Hacine, a-t-on précisé.

L'objectif principal de cette opération est de mieux assurer l'approvisionnement en eau potable les zones concernées par le système MAO, tout en préservant cette ressource précieuse en limitant les pertes dues aux fuites. Cette initiative vise également à renforcer la coopération entre les différentes unités de l'Algérienne des Eaux, notamment dans la lutte contre les fuites sur les grandes conduites d'adduction.

En outre, l'unité locale prévoit le lancement prochain d'une vaste campagne de réparation des fuites sur les réseaux de distribution urbaine dans les différentes communes de la wilaya, dans le but de récupérer d'importants volumes d'eau perdus et à améliorer l'alimentation en eau potable dans la région, a-t-on souligné de même source.

Les barrages renforcés par plus de 2,6 millions de m3 d'eau supplémentaires

Les barrages alimentant la wilaya de Mascara ont été renforcés par une quantité supplémentaire de plus de 2,6 millions de mètres cubes d'eau, grâce aux récentes précipitations enregistrées dans la région, a indiqué, dimanche, la direction locale de l'Hydraulique. Selon la même source, le barrage de

Bouhanifia a, à lui seul, reçu un apport supplémentaire de plus de 1 million de mètres cubes d'eau, tandis que le barrage de la commune de Chorfa a été alimenté de 944.000 mètres cubes. Le barrage de Ouizert dans la commune d'Aïn-Fekan a enregistré 572.000 mètres cubes et le barrage de Oued Ettaht, à

Aïn-Ferah, a bénéficié de 70.000 mètres cubes d'eau supplémentaires. Le barrage de Oued Ettaht, qui dispose d'une capacité de stockage supérieure à 7 millions de mètres cubes, affiche actuellement un taux de remplissage de plus de 80 %, grâce aux dernières pluies. Il pourrait atteindre 100 % de sa capacité

si des pluies abondantes surviennent dans les semaines à venir, selon les prévisions. Actuellement, le taux global de remplissage des barrages de la wilaya dépasse 28 %, ce qui représente environ 39 millions de mètres cubes d'eau stockés, a fait observer la direction de l'Hydraulique

La vérité sur l'état de l'économie américaine

Depuis plusieurs semaines, la courbe des taux américaine se redresse. De nombreux commentateurs – notamment les spécialistes français – y voient un « bear steepening », signe selon eux d'anticipations inflationnistes qui confirmeraient le scénario d'un atterrissage conjoncturel modéré et momentané, défendu par les économistes de la Fed. Mais les marchés racontent en réalité une toute autre histoire.

Par Henri Lepage

En réalité, c'est ce qu'on appelle en anglais un "bull steepening" : un état où les taux courts chutent bien plus vite que les taux longs. Cette configuration est typique des phases où l'économie est en fait déjà en récession. Elle traduit l'anticipation de baisses massives de taux directeurs imposées aux banques centrales par le ralentissement. Autrement dit, le marché obligataire ne s'inquiète pas de l'inflation : il constate déjà l'installation d'une dégradation accentuée de l'activité.

La Beveridge curve : un outil oublié mais révélateur

La "courbe de Beveridge" (beaucoup moins connue que sa cousine la "courbe de Phillips") met en relation le taux de chômage et le nombre de postes vacants.

- En période d'expansion, les entreprises publient de nombreuses offres d'emploi : chômage bas, offres élevées.
- Quand la croissance ralentit, les offres diminuent et la courbe s'aplatit.
- Si le ralentissement s'installe, on

passé aux destructions nettes d'emplois : le chômage remonte. C'est précisément ce que montrent les révisions récentes du Bureau of Labor Statistics : l'économie américaine a perdu des emplois en juin et juillet 2025. La Fed elle-même, par la voix de l'un de ses présidents, Christopher Waller, admet désormais que le marché du travail n'est plus simplement en ralentissement mais est passé en phase de contraction.

La déflation des revenus : le moteur caché

Au-delà des courbes, c'est la déflation des revenus réels qui alimente fondamentalement la crise :

- Les chaînes de discount (Dollar Tree, Dollar General, Walmart) attirent désormais massivement des ménages de classe moyenne, incapables de suivre la hausse du coût de la vie.
- La consommation de services fléchit, pendant que les achats d'automobiles traduisent une panique d'anticipation plutôt qu'une confiance retrouvée.
- Au Canada, le revenu disponible n'a progressé que de +1,3 % au deuxième trimestre 2025, son plus faible rythme depuis deux ans, alors que le PIB reculait de -1,6 %.

Ces données montrent que les ménages réduisent leurs dépenses non par prudence mais par incapacité. C'est un mécanisme de déflation : stagnation ou baisse des salaires, crainte du chômage, contraction de la demande.

L'immobilier comme thermomètre social

Contrairement à 2007, il n'y a pas de bulle spéculative éclatée. Si le marché immobilier s'essouffle aujourd'hui, c'est parce que les ménages ne peuvent plus financer leurs achats.

- Les baisses de taux hypothécaires n'ont qu'un effet marginal.
- La demande est bloquée par l'insolvabilité croissante et l'incertitude professionnelle.

L'immobilier n'est plus un foyer de spéculation, mais le révélateur social de la fragilisation des revenus.

Trois dynamiques convergentes

En résumé :

- Le bull steepening signale une récession déjà engagée.
- La Beveridge curve montre que le chômage net augmente.
- La déflation des revenus, visible dans la consommation et l'immobilier,

confirme le diagnostic. Ces trois dynamiques se renforcent mutuellement. Elles indiquent que la question n'est plus de savoir si les banques centrales vont baisser leurs taux, mais jusqu'où elles devront descendre et combien de temps elles y resteront. Réponse : beaucoup plus bas que la plupart desdits experts officiels l'anticipent; et pour beaucoup plus longtemps qu'ils le croient. A posteriori, la décennie des années 2020 apparaîtra non pas comme un retour aux années (soit-disant bénies) de croissance inflationniste (comme on nous l'a laissé espérer dans l'immédiat après-pandémie); mais comme une copie de la décennie précédente (les "taux zéro" des années 2010). En réalité les américains ne sont pas beaucoup mieux lotis que leurs amis européens (si l'on peut encore utiliser cette expression). C'est une confirmation de l'affaissement économique global de l'Occident dans un état de dépression silencieuse dont on n'ose pas encore dire le nom – avec toutes ses conséquences sociales et politiques.

Source : Contrepoints

Les transferts de données personnelles entre l'UE et les USA restent autorisés

À la surprise générale, la Cour de justice de l'Union européenne a validé, le 3 septembre 2025, le DPF, troisième tentative d'encadrer les transferts de données personnelles entre l'UE et les États-Unis. Après l'invalidation de Safe Harbor et Privacy Shield, beaucoup s'attendaient à une issue identique. À la surprise générale, un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 3 septembre 2025 a validé le troisième cadre UE-USA pour la protection des données personnelles (DPF ou Data Privacy Framework)), autorisant ainsi les transferts de données (personnelles) entre l'Europe et les États-Unis, contrairement aux deux premiers accords, Safe Harbor et Privacy Shield, qui avaient été annulés par cette même cour. Le député Philippe Latombe revient bredouille de son action contre le DPF et Max Schrems, l'activiste qui était venu à bout de Safe Harbor et Provacv Shield est furieux. Pourquoi la Cour, alors que Trump ne nous ménagera pas non plus sur le RGPD, a pris cette posture ? Deux points du DPF étaient attaqués : La Data Protection Review Court (DPRC), censée traiter les plaintes des

Européens qui pensent être surveillés par les agences de renseignement américaines, n'est pas considérée comme vraiment impartiale ou indépendante : elle a été instaurée par un décret présidentiel et reste sous influence du pouvoir exécutif, que ce soit sous Biden ou (surtout) Trump. Sa création par simple décret présidentiel soulève des interrogations sur sa neutralité. Les services de renseignement américains continuent de collecter en masse des données personnelles provenant de l'UE, sans autorisation préalable d'un juge ou d'une autorité indépendante, ce qui ne respecte pas l'esprit du RGPD. Ce troisième accord de transfert UE-USA (le DPF donc) n'a pas mis fin à cette pratique. Tout semblait aligné pour une troisième annulation...

La cour dit non

Pour la Cour européenne de justice, la nomination des juges du DPRC et son fonctionnement ne posent pas de problème : leur désignation se fait après consultation du Privacy and Civil Liberties Oversight Board, garant de la vie privée et des libertés civiles aux

États-Unis. Même si la cour dépend du pouvoir exécutif, sa mission même lui assure une indépendance suffisante selon le Tribunal européen. Les juges de la DPRC ne peuvent être révoqués que par le procureur général (le ministre de justice) et seulement pour un motif valable. Ni le procureur général ni les agences de renseignement ne peuvent influencer leur travail. En pratique, ils ne sont pas supervisés quotidiennement par le procureur général, ce qui garantit leur indépendance. Et puis, dit la Cour, la Commission européenne a le pouvoir de suspendre, de modifier ou d'abroger ce troisième accord ou de limiter sa portée si dérive il y a dans l'indépendance du DPRC. Bref, dit la Cour, le DPRC n'est pas coupable d'absence d'indépendance... et si c'est le cas, à la Commission de tout annuler... Concernant la collecte en vrac des données entre l'UE et les États-Unis, la Cour rappelle que l'arrêt Schrems II qui annule Privacy Shield n'imposait pas non plus d'autorisation préalable d'une autorité indépendante. Cette collecte doit simplement être validée a posteriori, ce qui est le rôle du DPRC. Ainsi, cet argument de P. Latombe est

rejeté. Cela va plus loin : la collecte en vrac de données entre les États-Unis et l'UE n'est pas une collecte ciblée. Cette pratique a déjà été validée par le passé, dont un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (arrêt Big Brother Watch). Il suffit que la sécurité nationale soit en jeu.

Schrems furieux

Max Schrems qui n'a pas dit son dernier mot craint que Donald Trump puisse à tout moment remettre en cause l'indépendance du DPRC, lui qui a déjà annulé plusieurs ordres exécutifs de Biden. Il estime que le DPRC deviendra tôt ou tard une cible. La Cour européenne le sait : dans son arrêt, soulignant que, au moment de son adoption (sous la présidence Biden, pas maintenant), les États-Unis garantissaient un niveau adéquat de protection des données. Par Charles Cuvelliez, Professeur à l'Université de Bruxelles, École Polytechnique de Bruxelles et Francis Hayen, délégué à la protection des données, Groupe Belfius. Source : La tribune.fr publié le 22/09/2025

ARABIE SAOUDITE
Riyadh finance une
réforme économique
d'un milliard de
dollars au Yémen

Sous le parrainage de l'Arabie saoudite, le Fonds monétaire arabe a signé un accord d'un milliard de dollars avec le gouvernement yéménite afin de revitaliser son économie chancelante. L'accord, signé à Riyad, vise à mettre en œuvre un programme complet de réformes économiques, financières et monétaires afin d'améliorer la gouvernance et la transparence, d'accroître et de diversifier la production et de réduire le chômage et la pauvreté. Le ministre saoudien des Finances, Mohammed al-Jadaan, a déclaré que ce programme permettra de développer le secteur financier et bancaire du Yémen, de renforcer le rôle du secteur privé et de promouvoir le développement économique à long terme. Le gouvernement a pour priorité de développer les ressources publiques, de contrôler et de rationaliser les dépenses publiques, d'améliorer l'efficacité et de remettre en état les infrastructures essentielles dans les domaines de l'électricité, de l'eau et des transports. En ce qui concerne les secteurs financier et bancaire, les priorités comprennent le développement d'un système de supervision pour améliorer la transparence et la reddition de comptes, ainsi que le renforcement des services pour les petites et moyennes entreprises, et pour les jeunes et les femmes dans les zones rurales. Il s'agira également de stimuler la numérisation et la flexibilité des méthodes de paiement. Le programme indique que le secteur privé est le principal moteur d'une croissance économique durable et qu'il est essentiel pour ouvrir la voie à une plus grande intégration dans l'économie mondiale, aux flux d'investissements étrangers et au renforcement des partenariats internationaux. Le gouvernement yéménite a exprimé son intérêt pour une collaboration avec les institutions régionales et internationales afin de soutenir la réforme économique du pays. Le parrainage de l'accord par l'Arabie saoudite s'inscrit dans le prolongement du soutien économique du pays au Yémen. Le Royaume a versé à la Banque centrale du Yémen 1 milliard de dollars en 2012 et 2 milliards de dollars en 2018 pour financer l'importation de produits alimentaires de base. De 2001 à 2022, l'Arabie saoudite a figuré en tête de liste des pays donateurs au Yémen, fournissant 30 % du financement total.

MAURITANIE

La qualité des télécoms reste défailante malgré la pression du régulateur

Les cahiers des charges des opérateurs télécoms fixent des standards de qualité de service à respecter pour les consommateurs. Le régulateur a pour mission de s'assurer que ces engagements sont effectivement appliqués.

L'Autorité de régulation de Mauritanie (ARE) a récemment révélé avoir adressé des mises en demeure aux opérateurs télécoms Chinguitel, Mauritel et Mattel, suite à des manquements aux engagements de qualité prévus dans les cahiers des charges de chaque opérateur. Ce n'est pas la première fois que le gendarme des télécoms tape du poing sur la table. Malgré une succession de sanctions financières et administratives ces dernières années, la qualité des services voix et data reste en deçà des attentes. Cette mise en demeure fait suite à une mission de contrôle menée par le régulateur du 7 juillet au 23 août, qui a mis en évidence des manquements dans 62 villes, localités et 11 axes routiers. Mattel a été épinglée pour des défaillances dans 24 villes sur la voix, 15 sur la data 3G, 22 sur la 4G et 9 axes routiers. Mauritel a enregistré des insuffisances dans 24 villes pour la voix, 30 pour la 3G, 29 pour la 4G et 8 axes routiers. Chinguitel a été pointée

du doigt dans 28 villes pour la voix, 39 pour la 3G, 22 pour la 4G et 10 axes routiers. « En conséquence, l'Autorité de régulation a invité les opérateurs Mattel, Mauritel et Chinguitel à se conformer à leurs engagements en termes de qualité des services voix et data dans les villes, localités et axes routiers où les manquements sont constatés, et ce dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception des lettres de mises en demeure qui leur ont été adressées », a déclaré l'ARE dans un communiqué publié le vendredi 12 septembre. Pourtant, le 19 janvier, le régulateur avait déjà mis Chinguitel en demeure pour ne pas avoir assuré la disponibilité permanente, continue et régulière de ses services. Selon la plateforme de contrôle continu de l'ARE, entre le 1er et le 14 janvier, 162 sites de l'opérateur étaient hors service pendant une durée cumulée dépassant 72 heures, le seuil maximal prévu

par la loi. L'opérateur disposait de sept jours pour corriger ces manquements sous peine d'application des sanctions. Toutefois, aucune mise à jour publique n'a été publiée pour indiquer si les corrections ont été effectuées ou si les actions prévues ont été appliquées. En novembre 2024, le régulateur télécoms avait déjà infligé des sanctions à tous les trois opérateurs pour manquements à leurs obligations de qualité de service. Mauritel a écopé d'une sanction financière de 313,2 millions d'ouguiyas (7,8 millions USD) et d'une réduction d'un mois de la durée de sa licence 2G en cours. Mattel s'est vue infliger une sanction financière de 127,03 millions d'ouguiyas, suivie d'une réduction de deux mois de la durée de sa licence 2G. Chinguitel, quant à elle, devra verser 100,2 millions d'ouguiyas au Trésor public. Les durées de ses licences 2G, 3G et 4G ont également été réduites de trois, un et deux mois respectivement.

TUNISIE

Le pays avance de 5 rangs et fait son entrée dans le top 80 des écosystèmes les plus innovants au monde

La Tunisie a avancé de 5 rangs, dans le classement international "Global Innovation Index 2025", passant de la 81ème place, en 2024, à la 76ème place cette année, sur un total de 139 pays, avec un score de 27.0.

Ainsi, la Tunisie a fait son entrée dans le top 80 des écosystèmes les plus innovants au monde. L'amélioration de la performance de la Tunisie, en 2025, « signe un regain de dynamisme et un potentiel de gains futurs », souligne le rap-

port, publié, récemment, par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Et d'ajouter que le pays « continue de tirer parti de son solide capital humain et de ses écosystèmes d'innovation émergents, en particulier

dans l'enseignement supérieur et les sciences. Elle occupe les premières places pour ses diplômés en sciences et en ingénierie (2ème à l'échelle mondiale) et ses articles scientifiques et techniques (17ème).

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'Egypte présente sa stratégie nationale à l'horizon 2030

L'Egypte a présenté sa stratégie nationale pour le développement économique, afin de transformer son modèle et de renforcer l'autonomie du secteur privé, appelé à devenir le moteur principal de l'emploi et de la création de valeur ajoutée. Cette stratégie prévoit d'orienter les ressources vers les secteurs exportateurs, de réformer l'environnement des affaires, de supprimer les obstacles à l'accès aux marchés, tout en posant les bases de la stabilité macroéconomique, de la discipline budgétaire, de l'efficacité des dépenses publiques, de la bonne gouvernance, de la concurrence et de l'investissement. Ce dispositif repose sur une plateforme de financement intégrée visant à mobiliser les ressources locales et internationales et à les orienter vers les priorités, notamment la transition verte. Celle-ci doit accélérer les investissements dans les énergies renouvelables, l'eau, l'alimentation et les transports durables. Au cœur de cette stratégie se trouve le commerce extérieur, considéré comme un outil exécutif essen-

tiel reliant les politiques commerciales, financières, monétaires, industrielles et d'investissement dans un plan national intégré à l'horizon 2030.

Un monde en mutation et des défis multiples

Cette stratégie évolue dans un environnement mondial complexe. Les défis géopolitiques et environnementaux s'intensifient, tandis que les tendances protectionnistes unilatérales et les guerres commerciales se multiplient dans diverses régions et sur de nombreux marchés. Par ailleurs, les politiques de soutien à la production dans les pays avancés se renforcent. A titre d'exemple, les subventions accordées à la production agricole dans les économies développées atteignent environ 700 milliards de dollars par an, conférant un avantage disproportionné aux producteurs de ces pays par rapport à ceux des pays en développement. Le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) revoit également les coûts d'accès au marché pour les matières

premières à forte intensité d'émissions, comme le fer, le ciment et les engrais. Aux Etats-Unis, des droits de douane élevés ont refait surface sur des matières premières stratégiques telles que les voitures électriques, les puces électroniques et l'acier. Ces politiques accroissent les coûts de conformité et limitent les perspectives d'expansion des pays en développement sur les marchés étrangers. Pour l'Egypte, l'impact est direct. Les exportations de fer et d'acier, qui ont dépassé 1,8 milliard de dollars en 2023, pourraient voir leurs coûts d'accès au marché européen augmenter de 15 à 20 % du fait du MACF. Quant aux exportations de textiles et de vêtements, elles pourraient être affectées à la fois par l'écart des coûts de l'énergie sur le marché intérieur et par la hausse des droits de douane sur les intrants et les produits finis dans des marchés-clés comme les Etats-Unis. Ces évolutions rendent indispensables des réformes concrètes visant à réduire les coûts de production, moderniser les normes et accroître la valeur ajoutée.

ELECTRICITÉ CAPTIVE

Une réponse à des pertes annuelles de 25 milliards \$ au Nigeria

Le Nigeria affiche le plus grand déficit d'accès à l'électricité au monde, avec 86 millions de personnes non connectées en 2022 selon l'AIE. Particuliers et surtout industriels ont de plus en plus recours à l'autoproduction pour pallier les faiblesses du réseau national, dont le coût économique est considérable.

Le manque de fiabilité du réseau électrique coûte entre 5 et 7 % du PIB au Nigeria, soit environ 25 milliards de dollars de pertes économiques annuelles selon la Banque mondiale. Face à ces faiblesses chroniques, l'électricité captive produite directement par les entreprises ou institutions pour leur propre usage s'impose comme une solution. Ces installations, qu'elles soient alimentées par des centrales thermiques ou l'énergie solaire, totalisent déjà plus de 6500 MW, un volume supérieur à la production actuelle du réseau national estimée entre 4500 et 5000 MW. Parmi les plus de 200 entreprises et institutions concernées fi-

gure le groupe Dangote, qui génère à lui seul plus de 1500 MW pour ses besoins industriels. Cette tendance pourrait s'accélérer dans les prochaines années, notamment grâce au potentiel de l'énergie solaire. Selon une étude du Rocky Mountain Institute publiée en 2023, le marché nigérian de l'énergie solaire captive commerciale et industrielle pourrait attirer 6,5 milliards de dollars d'investissements d'ici 2030. L'étude recense plus de 75 000 clients à forte demande et 1,2 million à faible demande, dont une partie serait éligible au solaire, pour une demande totale estimée à 3,4 GW. Des projets sont déjà en service, comme les 10,3 MW installés dans huit

usines de la Nigerian Bottling Company. Outre la faiblesse chronique du réseau national, qui a connu 12 effondrements en 2024, la progression de ces solutions s'explique par l'impact direct des coupures sur la productivité. La Banque mondiale rappelle que les entreprises confrontées à un approvisionnement instable subissent davantage de pertes de chiffre d'affaires. Avec une demande totale estimée à 20 GW en 2023 et appelée à plus que doubler pour atteindre 45 GW d'ici 2030, le recours à l'électricité captive apparaît comme un levier essentiel pour accompagner la croissance.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria veut accroître ses exportations agricoles à destination du Brésil

L'Afrique du Sud est un exportateur net de produits agricoles et alimentaires. Le pays reste tout de même à l'affût d'opportunités pour renforcer ses expéditions notamment à destination du continent américain. L'Afrique du Sud cherche à accroître ses débouchés agricoles au Brésil. C'est dans cette optique que John Steenhuisen, ministre de l'Agriculture, a signé le 18 septembre dernier un mémorandum d'intention (MoI) avec le vice-ministre brésilien de l'Agriculture et de l'Élevage, Luiz De Alcantara Rua. Dans un communiqué publié sur son site, le ministère de l'Agriculture indique que cette initiative vise notamment à renforcer la

coopération bilatérale entre les deux pays dans le secteur agricole. Ce nouveau partenariat qui a vu le jour en marge de la réunion ministérielle du Groupe de travail agricole du G20 dans la province du Cap-Occidental, prévoit l'échange d'informations et d'expertise, des visites techniques, des programmes de formation et des conférences conjointes en matière d'agriculture durable, d'élevage et d'assurance qualité entre les deux pays. Il prévoit également des mesures stratégiques de facilitation du commerce, notamment des missions commerciales et des expositions, destinées à générer de nouvelles opportunités de marché

pour les produits agricoles. « Le MoI restera en vigueur pendant 5 ans, après quoi il sera automatiquement renouvelé pour des périodes supplémentaires de 5 ans, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties. Un groupe de travail conjoint sera mis en place pour identifier les domaines prioritaires et élaborer un plan de travail détaillé pour la mise en œuvre », souligne le communiqué. Si cette démarche traduit la volonté de Pretoria de consolider les échanges agricoles avec le Brésil, elle pourrait en outre contribuer à diversifier davantage ses débouchés vers le continent américain, où les États-Unis représentent la principale destination. À titre indi-

catif, l'Afrique du Sud a exporté pour près de 822 millions \$ de produits agricoles et alimentaires dans la région en 2024, dont 548 millions \$, soit près de 66 %, à destination du pays de l'oncle Sam, selon les données compilées par la Chambre des entreprises agricoles du pays (Agbiz). L'enjeu pour Pretoria de diversifier ses débouchés sur le continent américain est d'autant plus stratégique avec l'entrée en vigueur, depuis août dernier, des nouveaux droits de douane de 30 % imposés par Washington sur les produits sud-africains, ce qui les rend désormais moins compétitifs par rapport à ceux d'autres pays concurrents.

POUR DÉVELOPPER LE NUMÉRIQUE

La République du Congo planifie un partenariat avec le chinois Genew

Le numérique est désormais perçu par de nombreux gouvernements en Afrique comme un catalyseur du développement socio-économique. Pour développer le secteur, ces derniers misent entre autres sur des partenariats internationaux, avec des pôles digitaux reconnus. La République du Congo a annoncé le jeudi 18 septembre avoir signé un protocole d'accord avec la société technologique chinoise Genew Technologies. La collaboration envisagée par les deux parties vise notamment à développer l'économie numérique, renforcer les infrastructures critiques et former les jeunes à l'IA. Le protocole d'accord a été signé par Léon Juste Ibombo (photo, à droite), le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, en marge du sommet des BRICS sur la nouvelle révolution industrielle qui se

tient en Chine. Pour lui, il s'agit d'un nouveau partenaire et investisseur dans la vision des autorités de faire du numérique le cinquième pilier du Plan national de développement 2022-2026. L'excécutif veut mettre les TIC au service du développement socio-économique du pays. Le communiqué du gouvernement congolais ne précise pas les projets spécifiques que couvrira cette collaboration dans le domaine du numérique. Toutefois, informe We Are Tech Africa, le Projet d'accélération de la Transformation Numérique (PATN), soutenu par la Banque mondiale à hauteur de 100 millions de dollars et par la Banque européenne d'investissement à hauteur de 27 milliards FCFA (environ 48,7 millions USD), constitue le projet phare du pays en la matière. Selon la Banque mondiale, ce programme met l'accent sur l'utilisation

productive du haut débit dans la prestation de services publics numériques. Il prévoit notamment de financer la connectivité des zones isolées, la mise en place d'un intranet gouvernemental sécurisé, le développement d'un portail unique pour les services en ligne destinés aux citoyens ainsi que de multiples systèmes d'information pour améliorer la gestion des services publics. « Le projet devrait par ailleurs accroître la disponibilité du haut débit mobile 3G pour 404 000 personnes supplémentaires, offrir à 3000 personnes la possibilité d'acquérir des compétences numériques certifiées, de base à avancées, et permettre à 75 000 personnes par jour d'accéder aux services numériques soutenus par le projet », indiquait l'institution de Bretton Woods dans un communiqué publié en juin 2022.

PÉTROLE

Le Liberia mise sur TotalEnergies pour une découverte après 20 ans d'échecs

Le Liberia qui importe la totalité de ses produits pétroliers, manifeste la volonté de trouver des gisements viables de brut au large de ses côtes. Le pays a initié plusieurs réformes dans ce sens ces dernières années. Au Liberia, le gouvernement a attribué à la multinationale française TotalEnergies des droits pour rechercher des hydrocarbures dans quatre blocs offshore (LB-6, LB-11, LB-17 et LB-29), d'une superficie cumulée de 12 700 km². Selon les informations relayées mercredi 17 septembre par la presse spécialisée, cette attribution intervient dans le cadre du cycle d'appel d'offres initié l'année dernière par la Liberia Petroleum Regulatory Agency (LPRA), le régulateur de l'amont pétrolier. TotalEnergies prévoit d'entamer un programme d'exploration comprenant l'acquisition de données sismiques 3D.

Avec cette décision, Monrovia s'appuie sur l'expertise du groupe français pour concrétiser un projet pétrolier infructueux depuis deux décennies. Depuis le début des années 2000 en effet, le Liberia a multiplié les initiatives pour intégrer le cercle des producteurs africains de pétrole. Plusieurs multinationales, dont Chevron, ExxonMobil et Repsol, ont ainsi obtenu des permis d'exploration, mais les campagnes de forage n'ont jamais abouti à des découvertes commercialement viables. En 2016, par exemple, ExxonMobil a foré le puits Mesurado-1, qui s'est révélé non concluant. De même, le champ Narina, identifié par African Petroleum (aujourd'hui PetroNor) quelques années plus tôt, n'a pas été jugé viable.

Ces échecs ont freiné la capacité du Liberia à capitaliser sur ses ressources offshore, alors que ses voisins, notamment le Ghana et la Côte d'Ivoire, développaient leurs découvertes. Ils ont aussi conduit au retrait progressif de plusieurs investisseurs, réduisant les perspectives de production. Avec l'entrée de TotalEnergies sur ces périmètres offshore, Monrovia espère rompre avec ce cycle. Si le choix d'un acteur disposant d'une solide expérience en eaux profondes peut être perçu comme un atout, le pari reste incertain. La réussite dépendra des données sismiques et des forages à venir. À l'échelle mondiale, environ 70 % des forages d'exploration n'aboutissent pas à une découverte exploitable, selon une analyse du fournisseur de Westwood Global Energy, publiée en juin 2025.

POINT-MARCHÉS

Les bourses européennes sous pression entre la Fed et la taxe H-1B

Les places boursières européennes ont entamé la semaine en territoire négatif, alors que les salles de marché adoptent une posture prudente à l'approche des prochaines interventions de plusieurs responsables de la Fed, susceptibles de donner des indications cruciales sur l'orientation de la politique monétaire pour le reste de l'année.

Parallèlement, le marché évalue l'impact des nouvelles mesures sur les visas proposées par le président Trump, notamment l'introduction d'une taxe de 100 000 USD pour le programme H-1B. Cette initiative pourrait accroître de manière significative les coûts opérationnels des entreprises - en particulier dans le secteur technologique - qui dépendent de travailleurs hautement qualifiés venus de l'étranger. Le Mib affiche ainsi une baisse de 0,6 % à 42 063,81 points. Le CAC 40 parisien recule de 0,7 %, le DAX 40 de Francfort cède 0,6 %, tandis que le FTSE 100 londonien abandonne 0,2 %. Parmi les indices secondaires de la Bourse de Milan, le Mid-Cap recule de 0,3 % à 56 591,76 points, le Small-Cap perd 0,2 % à 36 083,81, tandis que l'Italy Growth fléchit de 0,1 % à 8 606,82. À la Bourse de Milan, sur l'indice des blue chips, Lottomatica progresse de 1,9 % dans le sillage de la hausse de 0,9 % enregistrée vendredi soir. Leonardo est également en hausse, gagnant 1,8 % à 50,74 EUR par action après un repli de 0,1 % lors de la séance précédente. Stellantis recule en revanche de 2,2 % à 8,25 EUR par ac-

tion, après trois séances consécutives de hausse. Ferrari recule également de 1,1 %, prolongeant la baisse de 0,4 % enregistrée la veille. Sur le segment cadet, DoValue s'apprécie de 2,5 % à 3,20 EUR par action, après une hausse de 0,9 % la veille. Avio prend la tête du classement, bondissant de 6,8 % à 47,80 EUR par action, un nouveau sommet sur 52 semaines. Fincantieri progresse également de 2,2 % après un repli de 1,1 % la veille. Salvatore Ferragamo recule en revanche de 3,5 % à 5,36 EUR, victime de prises de bénéfices après cinq séances de hausse consécutives. Sur le Small-Cap, Bastogi avance de 7,1 %, signant une troisième séance de hausse avec un prix qui gravite autour de 0,78 EUR par action. Gas Plus progresse de 3,2 % après une baisse de 3,1 % lors de la séance précédente. Zucchi, en baisse de 2,4 %, a annoncé vendredi avoir clôturé l'exercice 2024 avec une perte nette de 4,6 millions EUR contre un bénéfice de 2,9 millions EUR en 2023, en raison de la contraction des revenus et de la fin d'un contrat important. Le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 25 % à 97,5 millions EUR contre 130,3 millions EUR

l'an dernier. Eems ferme la marche du classement, cédant 3,5 % après une perte de 5,5 % vendredi soir. Parmi les PME, iVision Tech voit son cours progresser de 4,1 % pour une troisième séance consécutive de hausse. Impianti avance de 3,4 % à 1,21 EUR par action, après un recul de 4,1 % lors de la séance précédente. Estrima recule en revanche de 5,2 %, signant une troisième séance consécutive de baisse avec un prix autour de 0,20 EUR par action. Ambromobiliare cède également 3,0 %, marquant une pause après trois séances consécutives dans le vert. À New York, vendredi soir, le Dow Jones a perdu 0,4 %, le Nasdaq a progressé de 0,7 %, tandis que le S&P 500 a terminé en hausse de 0,5 %. En Asie, le Nikkei a clôturé sur un gain de 1,0 %, le Shanghai Composite a avancé de 0,2 %, tandis que le Hang Seng recule de 0,9 %. Sur le marché des changes, l'euro s'échange à 1,1751 USD contre

1,1744 USD à la clôture de vendredi, tandis que la livre sterling cote à 1,3478 USD contre 1,3477 USD vendredi soir. Côté matières premières, le Brent se négocie à 67,11 USD le baril contre 66,77 USD à la clôture de vendredi, tandis que l'or s'établit à 3 715,00 USD contre 3 671,05 USD l'once vendredi à la clôture européenne. Au calendrier économique de ce lundi - une matinée pauvre en indicateurs macroéconomiques -, l'après-midi sera marqué par un discours de Williams du FOMC. À 16h00 CEST, la Commission européenne publiera l'indice préliminaire de confiance des consommateurs de la zone euro. À 17h30 CEST, les États-Unis procéderont à une adjudication de bons du Trésor à trois et six mois. Du côté des entreprises cotées à Milan, sont attendus les résultats de DHH, Directa SIM, Health Italia, IMD International Medical Devices, Predict, SS Lazio et Ubaldi Costruzioni.

BOURSE ZURICH

En petite hausse avant l'inflation américaine et la BNS

La Bourse suisse gagnait un peu de vitesse lundi matin, les investisseurs restant cependant sur la retenue avant les décisions de politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS) jeudi et l'indice PCE d'inflation aux Etats-Unis vendredi. D'ici là, l'actualité des entreprises devrait rester contenue. "Les principaux indices américains ont fini sur de nouveaux sommets vendredi, prolongeant les gains records de la séance précédente, les investisseurs ayant digéré les résultats optimistes des entreprises, la première baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en 2025 et les signes de progrès dans les relations entre les Etats-Unis et la Chine", a résumé John Plassard la semaine écoulée. Pour le responsable de la stratégie d'investissement de la banque Cité Gestion, "le chiffre le plus attendu reste l'indice PCE, mesure préférée de la banque centrale, qui devrait rester stable autour de 2,8%" en août. La saison des résultats au troisième trimestre, qui démarre début octobre, "va démontrer si les entreprises ont bien digéré les nouvelles barrières douanières", les firmes américaines devant avoir mieux résisté que leurs homologues européennes, a estimé Jochen Stanzl, analyste en chef de CMC Markets. Vers 10h45 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI montait de 0,30% à 12'146,50 points, après avoir ouvert quasiment à l'équilibre (-0,02%). Le SLI accélérât de 0,18% à 1997,80 points et le SPI prenait 0,29% à 16'861,67 points. La moitié des valeurs vedettes se drapait de rouge, les plus fortes

baisses étant toujours enregistrées par Amrize (-2,5%), Galderma (-2,4%) et Julius Bär (-1,5%). Logitech (-0,4%) était traité hors dividende de 1,26 franc. Les poids lourds partageaient dans des directions opposées, Nestlé (-0,2%) cédant ses gains, alors que Novartis (+0,5%) rebondissait et que Roche (+2,1%) accélérât la cadence. Le directeur général de Novartis Vas Narasimhan, qui fait face aux exigences de baisse des prix outre-Atlantique, estime que les pays hors des Etats-Unis ont le devoir de contribuer davantage aux innovations et constate que les prix sont trop bas en Suisse. Roche s'est pour sa part félicité de l'issue concluante du programme clinique avancé evERA portant sur une combinaison de son traitement expérimental girédestrant et d'évérolimus contre une forme spécifique de cancer du sein. Le groupe organise également ce lundi sa journée dédiée aux investisseurs, son "Pharma Day". VAT (+2,6%) se maintenait en haut du classement. Sur le marché élargi, Adecco (+2,3%) profitait d'un relèvement à "outperform", contre "market perform" précédemment, par Bernstein SG. Idorsia (+0,5%) a lancé, via son partenaire de distribution Simcere, la commercialisation en Chine du médicament Quviviq contre l'insomnie. Oerlikon (-2,8%) s'est par contre vu attribuer une recommandation à la vente, après "hold", par Kepler Cheuvreux qui a également nettement raboté l'objectif de cours. Ypsomed (-8,6%) buvait la tasse, après sa reprise de couverture par Exane BNP à "underperform".

PARIS

Reste proche des 7840 Pts avant une semaine calme

La Bourse de Paris débute la séance sur une note incertaine lundi matin avant une semaine qui s'annonce bien plus calme que la précédente, même si quelques indicateurs majeurs mériteront d'être surveillés du côté du calendrier économique au cours des jours qui viennent. L'indice CAC 40 - est proche de l'équilibre vers 7841 points. Porté comme le reste des places mondiales par la première baisse de taux de l'année décidée par la Réserve fédérale américaine, le marché parisien avait réussi vendredi à boucler une seconde semaine consécutive de hausse en parvenant à afficher un gain hebdomadaire de

quelque 0,4%. Le discours plutôt accommodant tenue par la banque centrale a surtout permis aux actions française de récupérer les pertes accusées depuis le 25 août dernier et l'annonce par François Bayrou de son intention de solliciter un vote de confiance de l'Assemblée nationale, nouvelle illustration de l'instabilité économique qui règne désormais dans l'Hexagone. Les indices américains ont quant à eux réussi à aligner de nouveaux records la semaine dernière, portés par l'approche confiante de la Fed qui n'anticipe pas de récession et la perspective de deux nouvelles baisses de taux d'ici à la fin de l'année.

En esquissant une stratégie d'assouplissement monétaire visant à soutenir le marché de l'emploi, l'institution a établi une feuille de route claire à même de lever les inquiétudes des investisseurs, qui ont tranquillement pu reprendre leurs achats, en particulier sur les valeurs technologiques. Septembre est historiquement un mois difficile pour Wall Street, mais la tendance positive de 2024 semble se répéter cette année. Le S&P 500, l'indice de référence des gérant américains, vient ainsi d'enchaîner six semaines de hausse sur sept. Il s'est adjugé plus de 3% depuis la fin du mois d'août. L'événement majeur du mois étant désormais passé, les in-

vestisseurs vont pouvoir digérer cette semaine les dernière statistiques économiques afin de se faire une idée de la conjoncture, en espérant que les chiffres à venir confirmeront le scénario d'un atterrissage en douceur de l'activité évoqué par la Fed. De l'autre côté de l'Atlantique, le gouvernement américain publiera jeudi sa troisième et dernière estimation de la croissance du PIB au deuxième trimestre, qui sera suivie la lendemain par les chiffres de revenus et dépenses des ménages pour août, accompagnés d'une nouvelle mesure de l'indice des prix PCE, considéré comme l'indicateur d'inflation de référence de la Fed. En Eu-

rope, la publication économique la plus attendue de la semaine sera celle des indicateurs PMI 'flash' pour le mois de septembre, attendue demain. Les analystes anticipent une amélioration progressive de l'activité manufacturière, tandis que la croissance des services devrait s'être légèrement tassée depuis août. Le marché des changes évolue sur les mêmes tendances que la fin de la semaine dernière, voyant le dollar se renforcer pour la quatrième séance consécutive par rapport à l'euro sur fond de questionnements quant à l'évolution de la politique monétaire que la Réserve fédérale adoptera à horizon 2026.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 18 Septembre 2025					
Valeur : 22 Septembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.0448	129.0598
1	EUR	EURO		152.6213	152.6777
1	GBP	POUND STERLING		175.9302	175.9506
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7319	87.7480
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1561	18.1600
1	CHF	SWISS FRANC		163.5756	163.7191
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.6532	93.6845
1	DKK	DANISH KRONE		20.4593	20.4646
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8943	13.8985
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1331	13.1375
1	AED	UAE DIRHAM		35.1314	35.1393
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4009	34.4086
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.0977	423.2857
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.3885	44.8346
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3824	14.3841
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9295	24.0523
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2319	3.2419
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7919	177.7919

DROITS DE DOUANE

Un accord commercial entre l’UE et l’Indonésie en passe d’être signé

Le bloc européen et l'Indonésie doivent signer un accord, mardi 23 septembre, à Bali, afin de favoriser les échanges commerciaux entre les deux zones.

L'Indonésie et l'Union européenne (UE) vont signer, mardi 23 septembre, un accord qui assouplit les barrières commerciales. Le bloc européen de 27 nations et la plus grande économie d'Asie du Sud-Est négocient depuis 2016 pour parvenir à cet accord CEPA (Comprehensive Economic Partnership Agreement). L'accord sera paraphé sur l'île indonésienne de Bali par le ministre indonésien de l'Economie, Airlangga Hartato, et le commissaire européen au Commerce, le Slovaque Maros Sefcovic.

Des négociations sous pression des droits de douane américains

Si les négociations ont été longues, retardées notamment par l'épineuse question des produits issus de la déforestation, elles se sont accélérées après la dé-

cision du président américain Donald Trump d'imposer une hausse des droits de douane à de nombreux pays. Alors que les produits indonésiens exportés vers Washington sont désormais taxés à 19%, Jakarta s'est tourné vers l'Union européenne pour obtenir un accès préférentiel. De leur côté, également visés par l'administration Trump, les Vingt-Sept cherchent à diversifier leurs partenariats commerciaux. En juillet, le président Prabowo Subianto, en visite à Bruxelles, a annoncé de concert avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen un "accord politique". Pour Airlangga Hartato, les incertitudes causées par la "guerre tarifaire et le protectionnisme" ont poussé les deux parties "à rechercher la certitude par le biais d'un accord bilatéral stable".

80% des produits indonésiens exonérés de droits de douane

Selon l'accord, 80% des produits indonésiens exportés vers l'UE bénéficieront de droits de douane nuls, a indiqué Airlangga Hartato. Cela devrait bénéficier aux principaux produits indonésiens, notamment les chaussures, les textiles, les produits de la pêche ou encore l'huile de palme, a-t-il ajouté. En juillet, Ursula von der Leyen avait souligné que l'accord contribuerait à renforcer la chaîne d'approvisionnement en matières premières essentielles "pour alimenter les transitions propres et numériques", tout en soulignant l'engagement européen en faveur d'une chaîne d'approvisionnement "responsable".

SUÈDE

Le gouvernement dévoile un budget 2026 en expansion à un an des élections

Le gouvernement suédois a présenté lundi un budget 2026 intégrant 79 milliards de couronnes (7,15 milliards d'euros) de dépenses nouvelles, dont des réductions d'impôts, pour relancer une économie fragile à un an des élections législatives. Le gouvernement de droite, soutenu par l'extrême droite des Démocrates de Suède, tente de raffermir la reprise de l'économie suédoise, le produit intérieur brut (PIB) ayant augmenté de 0,5% au deuxième trimestre, mais qui a montré des signes de faiblesse au début de l'été. Près de 50 milliards de couronnes seront affectés en 2026 à des réductions d'impôts et de taxes, en particulier la baisse

de TVA sur les produits alimentaires, la baisse de cotisations patronales sur l'emploi des jeunes et une imposition réduite sur les salaires et les retraites, selon le projet de budget. «Les gens devraient croire en l'avenir et se sentir en sécurité au lieu de se préoccuper de leurs finances. (Ce budget) va contribuer à stimuler l'économie et à nous sortir du marasme économique», a déclaré la ministre des Finances Elisabeth Svantesson, dans un communiqué. Le gouvernement suédois va en particulier réduire temporairement la TVA sur les produits alimentaires, de 12 à 6% à partir d'avril 2026 et jusqu'à fin 2027. Le calendrier d'une telle mesure «pose question»,

selon la banque Swedbank qui estime qu'à ce moment «la consommation des ménages aura déjà repris des couleurs». L'annonce de ces décisions intervient à un an des élections législatives prévues en septembre 2026. Principal parti d'opposition, les sociaux-démocrates ont qualifié ce projet de finances de «budget d'adieu». «La récession s'est prolongée, 100.000 personnes supplémentaires sont sans emploi, la croissance est l'une des plus faibles d'Europe et les denrées alimentaires sont devenues nettement plus chères», a critiqué Mikael Damberg, porte-parole de la politique économique pour ce parti lors d'une conférence de

presse. De son côté, la confédération des entreprises suédoises a salué les baisses d'impôts et de charges, mais son directeur général Jan-Olof Jacke a jugé que ce budget était «trop caractérisé par des mesures à court terme» et manquait de réformes. Avec un tel budget, la Suède devrait enregistrer un déficit budgétaire à 2,4% du PIB l'an prochain pour une dette publique en hausse de 0,7 point à 35,8% du PIB. Le gouvernement va aussi consacrer 12 milliards de couronnes au renforcement des dépenses de défense et 36 milliards à l'aide à l'Ukraine.

POUR DONNER LA PRIORITÉ AUX TRAVAILLEURS AMÉRICAINS

Trump impose des frais de 100 000 dollars par an pour un visa emblématique de la Tech

Les visas H-1B permettent à des travailleurs étrangers aux qualifications précises (scientifiques, ingénieurs et programmeurs informatiques entre autres) de venir travailler aux Etats-Unis. Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi des frais annuels de 100.000 dollars pour des visas de travail très utilisés dans le secteur technologique, avec des conséquences potentiellement majeures pour ces entreprises recrutant beaucoup en Asie. Les visas H-1B permettent à des travailleurs étrangers aux qualifications précises (scientifiques, ingénieurs et programmeurs informatiques entre autres) de venir travailler aux Etats-Unis. Ces permis de travail sont à durée déterminée, d'une période initiale de trois ans, prolongeable à six ans, pour des étrangers parrainés par un employeur. Donald Trump affiche depuis son premier mandat sa volonté de les limiter afin de donner la priorité aux travailleurs américains. "L'idée générale, c'est que ces grandes entreprises de la tech ou d'autres secteurs ne formeront plus de travailleurs étrangers", a expliqué le ministre du Commerce Howard Lutnick, aux côtés du président américain dans le Bureau ovale, en assurant que "toutes les grandes entreprises sont partantes". Si elles recourent à des travailleurs étrangers, "elles doivent payer 100.000 dollars au gouvernement et, ensuite, payer leur employé, ce n'est pas rentable", a-t-il poursuivi. "Si vous voulez former quelqu'un, vous allez former un jeune diplômé d'une des grandes universités de notre pays, former des Américains, et arrêter de faire venir des gens pour prendre nos emplois." Suite à cette décision, l'Inde se dit "inquiète" de ces frais américains astronomiques. Le nombre de demandes de visas H-1B a nettement progressé ces dernières années, avec un pic d'acceptations en 2022 sous la présidence du démocrate Joe Biden. A l'opposé, le pic de refus a été enregistré en 2018, pendant le premier passage de Donald Trump à la Maison Blanche.

UNE DEUXIÈME AGENCE DÉGRADE LA NOTE DE LA FRANCE

Paris en passe de devenir le «nouveau malade de l’Europe»

L'agence de notation Morningstar DBRS a abaissé vendredi la note souveraine de la France de AA+ à AA. Dans le même temps, Fitch a relevé la note de l'Italie qui emprunte désormais à des taux similaires à ceux de l'Hexagone. La France se fait encore taper sur les doigts. Une semaine après la sanction prononcée par Fitch, l'agence de notation Morningstar DBRS, considérée comme la quatrième plus importante, a à son tour abaissé vendredi soir la note souveraine du pays à AA en raison d'une trajectoire "d'assainissement

budgétaire" plus lente que prévue, mais assortie d'une perspective "stable", selon un communiqué. Après avoir déjà dégradé la perspective de la note souveraine il y a 6 mois, DBRS explique que l'abaissement de AA+ à AA reflète "les défis posés par la fragmentation politique" et "l'instabilité gouvernementale" accrue depuis les élections législatives de juillet 2024 avec un Parlement sans majorité. Selon l'agence, cette absence de "consensus" politique "entrave la capacité du gouvernement à prendre des mesures budgétaires décisives". Si elle ne jouit pas de la même

notoriété que les trois principales agences de notation (S&P, Moody's et Fitch), Morningstar DBRS dresse un constat similaire de la situation de l'Hexagone, à savoir qu'il existe des "risques élevés" que la France n'atteigne pas ses objectifs budgétaires ces prochaines années, rappelant que le déficit public du pays était le plus important de la zone euro en 2024, à 5,8% du PIB. Il devrait le rester en 2025, et "les ajustements budgétaires nécessaires dans le budget 2026 pour atteindre l'objectif de déficit de 4,6% du PIB (...) sont significatifs", relève encore l'agence.

Cette deuxième dégradation en une semaine de la note française tranche avec les dernières décisions des agences concernant nos voisins du sud. En effet, au moment où Fitch retirait son "double A" à la France, l'Espagne était récompensée par S&P (note relevé de A à A+) et le Portugal par Fitch (note relevée de A- à A). Cette dernière a également félicité l'Italie, longtemps considérée comme l'homme malade de l'Europe, en redressant sa note d'un cran vendredi, de BBB à BBB+ "pour refléter une confiance accrue dans la trajectoire budgétaire" du pays.

CYBERATTAQUE MASSIVE EN EUROPE ?

De très gros aéroports sont perturbés ce week-end !

Une probable cyberattaque ciblant Collins Aerospace provoque, depuis samedi, un effet domino dans les aéroports européens. Ceux de Londres, Bruxelles et Berlin ont été contraints d'annuler de nombreux vols.

Le week-end ne se passe pas très bien pour un bon nombre de voyageurs en Europe. Samedi matin, une cyberattaque présumée contre Collins Aerospace, un fournisseur bien connu de systèmes d'enregistrement, a semé le chaos dans plusieurs grands aéroports du continent. De Londres à Berlin, en passant par Bruxelles, les systèmes d'enregistrement ont été impactés, et ça continuait dans la nuit de samedi à dimanche.

Plus de 150 vols annulés après les déboires de Collins Aerospace

Pour comprendre l'ampleur du problème, il faut saisir le rôle central de Collins Aerospace dans l'écosystème aérien. L'entreprise américaine fournit les systèmes d'enregistrement et d'embarquement à plusieurs compagnies aériennes sur de multiples plateformes mondiales. Un secteur apparemment technique, mais qui s'avère être le système nerveux de l'aviation moderne. Alors quand Collins Aerospace tousse, ce sont des dizaines de compagnies aériennes qui s'enrhument simultanément. Samedi, cette interdépendance s'est révélée dans toute sa brutalité, avec plus de 150 vols annulés rien qu'au Royaume-Uni, des files d'attente serpentine au Terminal 4 d'Heathrow, et des passagers contraints de camper sur le sol des aéroports. À Bruxelles, la moitié des vols sont d'ores et déjà annulés ce dimanche. L'aéroport londonien a dans un premier temps communiqué sur les réseaux sociaux pour informer que Collins Aerospace rencontrait un problème technique pouvant causer des retards, un euphémisme diplomatique pour décrire une paralysie quasi-totale des systèmes d'embarquement. Pendant que les équipes s'affairaient manuellement, plusieurs vols entrants ont été détournés vers d'autres capitales européennes. Dans la nuit de samedi à



dimanche, les équipes de l'aéroport de Londres-Heathrow ont confirmé que le travail pour résoudre le problème « se poursuivait ». Et ce dernier d'ajouter que la collaboration avec les compagnies aériennes a permis de maintenir la majorité des vols.

Le secteur de l'aérien, une cible de choix des cybercriminels

La supposée cyberattaque de samedi confirme une réalité statistique alarmante pour l'industrie aérienne. Selon les données de Check Point Research, « le secteur transport et logistique figure systématiquement parmi les 10 industries les plus attaquées au monde, avec une moyenne de 1 143 cyberattaques par organisation chaque semaine ces derniers mois ». En août 2025, ce chiffre a même grimpé à 1 258 attaques hebdomadaires par organisation. « Les groupes criminels exploitent la dépendance de l'aviation à des systèmes numériques partagés, notamment des logiciels tiers utilisés par de nombreuses compagnies et aéroports simultanément.

Lorsqu'un prestataire est compromis, la perturbation se diffuse instantanément et à grande échelle », explique Adrien Merveille, expert en cybersécurité chez Check Point. Pour Bernard Montel, expert cybersécurité chez Tenable, le problème est structurel. « Le fait que plusieurs aéroports internationaux soient touchés rappelle avec force les risques majeurs que peuvent engendrer les vulnérabilités dans des systèmes tiers. » Voilà qui sonne comme un avertissement alors que l'Europe durcit sa réglementation avec la directive NIS2, justement conçue pour renforcer la cybersécurité des infrastructures critiques. L'incident de ce week-end n'est que le dernier maillon d'une chaîne de perturbations qui frappe les aéroports britanniques depuis des mois. En juillet, NATS, le contrôleur aérien national, avait subi une panne technique assez importante. En mai, c'est l'aéroport de Stansted qui avait vu ses systèmes informatiques défaillir. Et avant cela, en mars, un incendie dans une sous-station électrique avait privé Heathrow de courant, affectant plus de 270 000 voyageurs.

Donald Trump crée la panique chez les GAFAM avec ses frais de visa pour les travailleurs étrangers

Le président des États-Unis vient de décider d'une nouvelle mesure renchérissant fortement le coût des visas de travail. Et applicable presque immédiatement, elle a créé la panique chez les géants de la tech. Si Donald Trump est souvent considéré comme un président « pro-business », il est aussi capable de prendre des mesures contre l'immigration qui ne soient pas dictées par l'idée d'efficacité économique. C'est ce qu'il vient ainsi de faire en annonçant l'imposition de frais de visa de 100 000 dollars sur les visas de travail H-1B, avec pour objectif de les rendre moins attractifs. Et la soudaineté de cette annonce a créé la panique.

Donald Trump impose de nouveaux frais de 100 000 dollars pour les visas de travail H-1B

Les nouveaux visas H-1B qui seront émis à partir de ce 21 septembre nécessiteront le paiement de frais de 100 000 dollars. Une mesure qui s'applique normalement



donc aux visas qui seront à émettre, et non pas à ceux qui en détiennent déjà un. Pourtant, dans l'Amérique de Donald Trump et du changement constant des règles, cette annonce a créé la panique chez les détenteurs d'un visa, et les entreprises qui les emploient. Au point qu'il leur

est fortement conseillé de rester pour le moment aux États-Unis, et pour ceux qui étaient à l'étranger, de revenir le plus vite possible.

C'est la panique chez les GAFAM

En effet, après que cette annonce a été faite par Donald Trump, les

grandes entreprises américaines, et particulièrement les GAFAM, ont réagi très vite en contactant leurs salariés bénéficiant de ce régime. Dans des mails obtenus par The Verge, on peut ainsi voir que Google, Amazon ou Microsoft ont contacté en urgence leurs employés, en leur conseillant fortement de vite revenir aux États-Unis avant la fin de la date butoir, s'ils étaient à l'étranger. Il faut dire que les GAFAM sont de grands utilisateurs de ces visas. Amazon compte près de 14 000 employés bénéficiant du visa H-1B alors que tous les géants comme Google, Meta, Microsoft ou Apple comptent au moins 4000 employés travaillant chez eux grâce à ce visa. La nationalité la plus représentée chez les porteurs de visa H-1B sont de loin les Indiens (71%), suivis des Chinois (11,7%). On estime par ailleurs que les deux tiers des travailleurs de la tech de la Silicon Valley sont nés à l'étranger, illustrant la dépendance de ce secteur d'activité à la main-d'œuvre internationale.

OpenAI fait la chasse aux nouveaux employés chez Apple



Apple est en ce moment la cible d'OpenAI. La firme de Sam Altman cherche à récupérer certains de ses meilleurs employés. Dernièrement, la grande course à l'intelligence artificielle a pris la forme du métier de chasseur de tête, avec notamment Meta multipliant les offres incroyables pour récupérer des chercheurs de pointe – dont beaucoup proviennent de chez OpenAI. Mais cette dernière n'est pas juste victime du phénomène, puisqu'elle cherche aussi à s'offrir les services d'employés de haut niveau avec des offres très alléchantes. Et c'est Apple qui est surtout visé.

OpenAI prospecte parmi les meilleurs employés d'Apple

OpenAI met tous les moyens sur la table pour développer des appareils IA. Car après son rapprochement spectaculaire avec le designer industriel Jony Ive, à l'origine de nombreux produits d'Apple, le leader mondial de l'IA s'attaque maintenant à des employés du hardware de chez Apple. Selon le média The Information, OpenAI cherche à attirer à lui les meilleurs talents de la marque à la pomme croquée dans ce secteur avec des offres exceptionnelles. Il est ainsi évoqué des offres comprenant un pack d'actions d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, ainsi que d'autres avantages comme la possibilité de travailler sur des projets plus importants.

Certains salariés viennent frapper d'eux-mêmes à la porte

Ce qui est intéressant, c'est que si OpenAI a mis son nez dans les effectifs d'Apple et cherche à attirer certaines personnes, d'autres employés de l'entreprise fondée par Steve Jobs vont par eux-mêmes solliciter le créateur de ChatGPT. Ceux-ci auraient sondé OpenAI pour connaître les postes potentiellement ouverts, afin de rejoindre l'entreprise. Ils seraient attirés par le fait de pouvoir travailler avec le designer Jony Ive sur des appareils qui seraient un véritable changement dans le secteur. Ils auraient aussi exprimé dans le même temps un certain ras-le-bol face au fait qu'Apple de son côté ne s'attelle plus au développement de produits révolutionnaires, mais soit plutôt dans les « changements incriminables. »

MERCEDES

Le grand retour des boutons physiques à bord



Après avoir poussé l'obsession du tout-tactile, Mercedes change de cap : dès le nouveau GLC électrique, la marque réintroduit boutons et molettes sur le volant et bientôt ailleurs. Un virage dicté par les données d'usage réelles de ses clients. Mercedes reconnaît aujourd'hui ce que beaucoup d'utilisateurs pressentaient : les cabines dépouillées de commandes physiques ne satisfont pas tout le monde. Le constructeur va donc rééquilibrer son approche en ramenant boutons, molettes et bascules dans ses intérieurs. Cela commence avec le GLC EQ et le CLA Shooting Brake EV, premiers modèles à adopter un volant redessiné, mêlant commandes physiques et surfaces tactiles. Ce volant sera progressivement installé sur l'ensemble de la gamme, y compris les modèles déjà commercialisés. Une manière simple et rentable d'apporter une réponse immédiate aux critiques des clients.

Des données qui parlent

Ce revirement ne relève pas de la nostalgie mais d'une analyse très concrète. Grâce à la nouvelle génération de véhicules dits "software-defined", Mercedes suit précisément les habitudes de ses conducteurs. Résultat : certaines commandes fréquemment utilisées sont mieux perçues sous forme physique, surtout par des catégories d'âge ou des régions spécifiques. En Europe, le bouton reste plébiscité ; en Asie, l'appétence est plus forte pour l'écran et la commande vocale. Cette granularité d'information pousse la marque à adapter ses postes de conduite en fonction des marchés, sans pour autant renoncer à son ambition numérique.

L'équilibre entre écran géant et ergonomie

Le paradoxe est frappant : au moment où le GLC inaugure le plus grand écran jamais monté sur une Mercedes — l'Hyperscreen MBUX de 39,1 pouces —, la marque choisit aussi de redonner une place au geste mécanique. La logique est claire : l'affichage panoramique restera le cœur de l'expérience, mais il s'agit de l'associer à des commandes plus intuitives, afin d'éviter la saturation digitale. Les designers admettent d'ailleurs que la taille des écrans a atteint sa limite : l'avenir du luxe ne se mesurera plus en pouces mais en fluidité logicielle et en qualité de l'interface.

Le logiciel comme nouveau luxe

Pour Mercedes, la prochaine étape du raffinement ne passera pas seulement par les matériaux nobles, mais par la perception logicielle : un logiciel jugé plus "premium" que celui de la concurrence, renforcé par l'intégration croissante de l'intelligence artificielle. Déjà, l'usage de la commande vocale aurait triplé sur le CLA. Cette tendance, cruciale en Chine, gagne aussi l'Europe. L'idée est claire : associer le meilleur des deux mondes — la richesse numérique et l'ergonomie physique — pour que le conducteur retrouve à bord d'une Mercedes un luxe qui soit à la fois visuel, tactile et intuitif.

KIA K4 (2025)

Elle remplace la Ceed

En parallèle de la nouvelle EV4, Kia renouvelle la Ceed avec la K4. La compacte coréenne fait la part belle aux motorisations essence ou hybrides et adopte le nouveau style maison.

Dévoilée en Europe, la Kia K4 se présente comme une compacte 5 portes qui vise large : style affirmé, vraie habitabilité et technologies de segment supérieur. L'idée : séduire les conducteurs pas encore prêts au 100 % électrique, sans renoncer au confort numérique, aux services connectés et aux aides à la conduite de dernière génération.

Design & dimensions

La K4 revendique le langage Opposites United avec une ligne de toit flottante qui s'étire vers un hayon sculpté. Elle compte sur certains détails pour sortir du lot dans un segment très compétitif : signature lumineuse Star Map (inspiration EV9), poignées arrière cachées dans le montant C, teinte Sparkling Yellow exclusive. En version GT-Line, l'allure se muscle avec des boucliers et jupes latérales plus sportifs, des rétroviseurs noir laqué, et des jantes spécifiques à l'extérieur, un volant 3 branches et des palettes à l'intérieur). En termes de format, la Kia K4 se place en haut du panier de sa catégorie avec un gabarit généreux : 4440 mm de long pour 1850 mm de large et un empattement de qui doit garantir une belle habitabilité sans trop pénaliser le volume de coffre avec 438 l banquette en place.

Habitacle, coffre & infodivertissement

À l'instar des EV3, EV4 ou EV8, le poste de conduite réunit un panoramique display combinant les compteurs numériques de 12,3", le panneau de contrôle de la climatisation+ 5,3" et l'écran multimédia de 12,3" tournant sous l'écosystème ccNC, pour une ergonomie unifiée. Apple CarPlay/Android Auto sans fil sont proposés de série en combinaison avec le chargeur à induction selon les versions. Les mises à jour OTA (à distance), le service de streaming et de hotspot Wi-Fi via Kia Connect sont également de la partie. Sans surprise, l'habitacle adopte le nouveau style maison avec une ambiance soignée : audio Harman Kardon, sièges chauffants/ventilés, sellerie similicuir bio-sourcé noir. Encore rare sur le segment, la clé digitale



2.0 UWB transforme le smartphone compatible en clé mains libres.

Spécifications & performances

Pas de variante électrique – pour ça, voyez la Kia EV4 – mais une offre multi-énergie sur le marché européen dont deux groupes motopulseurs électrifiés dès le lancement : - 1.0 T-GDI 115 ch (BVM6), aussi en MHEV ; la version MHEV peut recevoir la transmission DCT7. - 1.6 T-GDI 150 ou 180 ch (DCT7). - Hybride complet (HEV) : attendu en 2026. L'arsenal ADAS est conforme aux standards de la marque, donc très complet de série pour une majorité de

fonctions, certaines étant liées à la finition choisie : BVM (vue d'angle mort caméra), Blind-Spot Collision-Avoidance Assist, Smart Cruise Control 2, Highway Driving Assist 2.0, Rear Cross-Traffic Collision-Avoidance Assist, Surround View Monitor 360°, Front Collision-Avoidance Assist2 (véhicules, piétons, cyclistes). L'objectif n'est pas le chiffre choc, mais l'agrément, l'efficacité et la sécurité au quotidien. Les finitions proposées en Belgique ne sont pas encore spécifiées, mais la GT-Line au look plus sportif sera assurément de la partie. Kia Belux n'a pas encore communiqué les prix, ni l'ouverture des commandes et la date des premières livraisons pour la K4.

Jaguar-Land Rover ne peut plus construire de voitures !



Après le piratage qui a paralysé les usines de Jaguar-Land Rover, le groupe anglais se retrouve dans l'incapacité de faire re-

démarrer sa production. Une véritable catastrophe pour le constructeur car cette paralysie devrait durer au moins jusqu'au 24 septembre.

Le 1er septembre dernier, le groupe Jaguar-Land Rover a été visé par une grosse attaque réalisée par des pirates qui avaient déjà nui à la so-

ciété Mark & Spencer plus tôt dans l'année. Les conséquences de ce piratage sont importantes puisque Jaguar-Land Rover a été contraint de suspendre l'activité dans toutes ses usines, arrêtant totalement la production de ses voitures censées être livrées aux clients dans les jours et semaines à venir.

Un cauchemar de logistique

Malheureusement pour le constructeur anglais appartenant à l'industriel indien Tata, la situation reste catastrophique en interne : toute la chaîne logistique du constructeur a été brisée, aveuglant totalement les fournisseurs et les concessionnaires. Pour certains, tous les registres ont été perdus. Le groupe vient d'annoncer qu'il allait devoir prolonger la suspension de sa production au moins jusqu'au

24 septembre prochain. Il travaille actuellement à la reconstruction de l'ensemble de ses systèmes informatiques et se retrouve dans l'incapacité de construire ses autos.

5 millions de livres sterling de pertes par jour

D'après certains analystes comme le professeur d'économie David Bailey interrogé sur le sujet par les journalistes anglais d'Autocar, cette paralysie devrait coûter à Jaguar-Land Rover environ cinq millions de livres sterling (soit environ 5,76 millions d'euros). Voilà qui tombe au plus mauvais moment alors que la marque Jaguar entreprend une profonde reconstruction à l'avenir incertain et que le groupe a bien besoin des bénéfices de sa marque Land Rover pour ne pas sombrer totalement.

Mots fléchés

Elles contemplent un événement Particulièrement		Resserrée entre des versants abrupts	Préfecture du Calvados	Attache		Aiguillons Conte court		Choquait		Lettre grecque Lettres pieuses		Il peut-être de paille	
												Enceinte de Philippe Auguste (tour)	
Tante de Bambi				Prénom anglais				Crevant					
Distinction													
								Ville la plus peuplée de la Belgique		Figure de forme elliptique	Trou normand Mot de peste		
Ecorce pulvérisée Arme traditionnelle au Japon				Plantes potagères		Petites tartes au fromage blanc au XV siècle Île française							Dieu celté
			Armée de l'air Fleuve côtier										
Empereur					Convoite Parc pour animaux						Einstei-nium Exécutés		
Succédané													
						Manche sportive Pubère				Finesse des formes		Sèche	
Id est			Atome				Ville de carnaval		Transpirés Égouttoir				
Retour impossible				Couloirs d'un navire Sésame									On connaît sa cordillère
Insonorisation		Sur une plaque suisse Elle a de gros membres			Bismuth Bagnole			Humilia Sodium					
									Unités pour bois		Unique Nouveau congé		
Démonstratif	Pas de porte Partie terminale d'une tige						Prénom féminin Alguazils						
			Beaucoup Nacrés					Allai-tement Note de musique					
Tire un liquide						Sous-préfecture du Finistère Possessif						Afficher	
Arrogant					Religieuses	Inter-médiaire					Période probatoire		Département français
Arrêt de la circulation sanguine	Occupé	Petit vêtement de pluie Confidents						L'Estonie Ville sarthoise connue pour ses volailles					
					Chlorures de sodium Fille de Cadmos					Amoncel-lement Peinture murale			
Abrasif						Monoxyde de soufre Pronom personnel			Harcelé				
Parfument avec une plante aromatique													
							Utilisateur						
Va avec les coutumes			Jeu d'équipe très ancien						Administre				

Nassef Sawiris veut engager 50 milliards \$ dans les infrastructures aux Etats-Unis

Selon une interview accordée au Financial Times et relayée par Reuters ce lundi 22 septembre 2025, Nassef Sawiris (photo) a indiqué qu'il envisage d'investir jusqu'à 50 milliards \$ dans les infrastructures aux États-Unis au cours de la prochaine décennie. Le milliardaire égyptien souhaite tirer parti du regain d'investissement dans plusieurs segments, notamment les centres de données. « Nous voulons concentrer la prochaine étape de notre activité sur le domaine où nous voyons la plus grande opportunité, à savoir les infrastructures », a-t-il déclaré.



RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

L'avis de la dénonciation par l'Algérie de l'Accord de 2013 publié au JO

L'avis relatif à la dénonciation de l'Accord entre l'Algérie et la France sur l'exemption réciproque de visas de court séjour pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service, signé à Alger le 16 décembre 2013, a été publié au dernier numéro du Journal officiel. «En date du 7 août 2025, le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a transmis une notification écrite à l'ambassade de la République française en Algérie, l'informant de la décision du gouvernement algérien de dénoncer l'accord entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la République française sur l'exemption réciproque de visas de court séjour pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service, signé à Alger le 16 décembre 2013», rappelle l'avis du ministère des Affaires étrangères. «En conséquence de la suspension de cet accord par la partie française, le gouvernement algérien a informé le gouvernement français également, le 7 août 2025, de sa décision de soumettre, avec effet immédiat, les ressortissants français titulaires de passeports diplomatiques ou de service à l'obligation de l'obtention de visa», a ajouté la même source.

APN

Deux ateliers de formation au profit des députés sur l'investissement et la communication numérique

L'Assemblée populaire nationale (APN) a organisé, lundi, deux ateliers de formation sur "l'investissement" et "la communication numérique", en vue de développer les compétences parlementaires des députés, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Sous le patronage du président de l'APN, M. Brahim Boughali, le vice-président de l'Assemblée, chargé de la communication, de la culture et de la formation, M. Abdallah Harchaya, a supervisé le lancement de deux ateliers de formation au profit des députés, le premier ayant pour thème "l'investissement", et le second "la communication numérique", précise la même source. Intervenant à cette occasion, M. Harchaya a souligné "l'importance de poursuivre le cycle de formations lancées par l'administration de l'APN", mettant en avant "l'importance des thèmes choisis pour les deux sessions actuelles et leur apport à l'action parlementaire". Il a salué, à cette occasion, l'engagement de M. Boughali à intensifier les programmes des sessions de formation afin d'accompagner les députés dans le développement de leurs aptitudes parlementaires et améliorer leur performance en matière de législations dans les domaines modernes. L'atelier sur "l'investissement" vise à "expliquer l'importance des politiques d'investissement et leur rôle dans le développement de l'économie nationale". L'atelier sur "la communication numérique" vise, quant à lui, à "renforcer les compétences des députés en matière de communication numérique ce qui leur permettra d'interagir efficacement avec les citoyens et de les informer en temps réel sur les objectifs et les nouveautés concernant l'action parlementaire, en utilisant les technologies modernes", conclut le communiqué.

SOMMET DU C-10 DE L'UA SUR LA RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Attaf : «L'Afrique voit l'avenir avec une détermination renouvelée»

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a souligné que l'Afrique a réussi à élargir la base de soutien à sa position commune pour réparer l'injustice historique faite à son endroit, estimant que le soutien international croissant dont elle bénéficie, est une reconnaissance de la légalité et de la légitimité des revendications africaines, telles qu'énoncées dans le Consensus d'"Ezulwini". Dans une allocution prononcée, dimanche à New York, aux travaux du sommet du Comité des dix (C-10) de l'Union africaine (UA) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations-unies, coïncidant avec le 20e anniversaire du Consensus d'"Ezulwini", M. Attaf a précisé que "l'Afrique voit l'avenir avec une détermination renouvelée et une vision plus claire, après deux décennies d'efforts inlassables pour réparer l'injustice historique qui a trop duré". "A travers une rétrospective de notre marche collective, l'Algérie estime que notre action a été sanctionnée par trois principaux succès", premièrement: l'Afrique a réussi à élargir la base de soutien à sa position commune, une position qui bénéficie aujourd'hui d'un soutien croissant des pays membres aux Nations unies et des différents groupes d'intérêt, ce que nous considérons comme une reconnaissance de la légalité et de la légitimité des revendications africaines telles qu'énoncées dans le Consensus d'"Ezulwini+", a affirmé le ministre d'Etat. Deuxièmement,

"l'Afrique a réussi à consacrer une compréhension mondiale du caractère unique et singulier de sa cause, car, d'une part, notre position incarne la volonté collective des 55 Etats membres de l'UA, et d'autre part, parce qu'elle vise essentiellement à réparer l'injustice historique infligée à notre continent", a ajouté le ministre. M. Attaf a précisé que le troisième succès, "le plus important et le plus décisif", réside dans le fait que l'Afrique a démontré au monde qu'elle est "disposée à apporter la part qui lui incombe dans le système de sécurité collective, avec tout l'engagement, la rigueur et le dévouement nécessaires". Et d'ajouter : "A travers le mécanisme des trois membres africains du Conseil de sécurité (A3), l'Afrique a prouvé qu'elle ne nourrit aucune autre ambition que de contribuer sincèrement à permettre au Conseil de sécurité d'assumer pleinement ses responsabilités dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales". "Malgré l'importance de ces succès, notre marche pour honorer le mandat qui nous est assigné dans le cadre du C-10 reste longue et semée d'embûches", a estimé le ministre, relevant que "le système de sécurité collective traverse une crise exacerbée, et son principal instrument, le Conseil de sécurité, connaît un état de quasi-paralyse". "Une situation qui suscite de plus en plus d'inquiétudes et face à laquelle se multiplient les appels pour dépasser cette impasse et prévenir son aggravation et son dérapage hors de contrôle", a-t-il dit. Face à cette situation, a ajouté

M. Attaf, "nos engagements doivent suivre deux processus: Sur le plan interne, il nous incombe de préserver l'unité qui a toujours constitué notre plus grande force et notre acquis le plus précieux, une unité dont nous avons tous perçu les fruits à travers l'adhésion de l'UA, en tant que membre à part entière, au G20. Dès lors, nous sommes tenus d'accorder la plus grande attention à la nécessité de mettre de l'ordre dans nos affaires intérieures, en renouvelant l'engagement de tous les pays africains et leur interaction sous l'égide de la position africaine commune". Au plan externe, "notre Comité doit demeurer pleinement impliqué dans le processus des négociations intergouvernementales. De même que notre processus exige une adhésion et un contact permanent avec l'ensemble des partenaires, en tirant parti de ce qui a été réalisé à ce jour et en tendant vers l'objectif suprême consistant à mobiliser la compréhension la plus large et le soutien le plus étendu aux aspirations légitimes de l'Afrique et à ses objectifs justes". "Notre devoir nous impose de rester fidèles à notre position commune, étant une position juste et équitable, qui répond parfaitement à nos préoccupations ainsi qu'à nos intérêts collectifs. Nous estimons également qu'il s'agit de la seule et unique voie à même de garantir à notre voix collective un poids influent, de manière à renforcer un système multilatéral plus solide et plus efficace, fondé sur les règles, les principes et les idéaux suprêmes énoncés dans Charte des Nations unies", conclut le ministre.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Traitement d'une affaire impliquant 16 individus dans le trafic de drogues

Le pôle pénal spécialisé près le tribunal de Sidi M'hamed a traité une affaire liée à l'implication de 16 individus dans le trafic de drogues et de substances psychotropes, a indiqué dimanche un communiqué du parquet de la République près le même tribunal. "En application des dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale et de l'article 34 bis 1 de la loi 25-03, modifiant et complétant la loi 04-18 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et des substances psychotropes, le pôle pénal spécialisé près le tribunal de Sidi M'hamed informe l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre les crimes liés aux drogues, aux substances psychotropes et à la criminalité transnationale organisée, la juridiction a traité une affaire

concernant une bande criminelle organisée transnationale, composée de 16 individus, dont sept (7) ont été pris en flagrant délit en possession d'une quantité considérable de cocaïne de 113,5 kg, de 220.000 comprimés psychotropes de type Prégabaline, de cinq (5) véhicules de tourisme ainsi que d'une somme d'argent de 12.212.500 DA", précise le communiqué. Il s'agit de "Kacemi Said (21 ans), Salhi Houssam (28 ans), Belaribi Az-zedine (20 ans), Ben Abdessalam Rachid (40 ans), Nekaz Omar (36 ans), Isaadi Bachir (60 ans) et Camara El-sini (19 ans) de nationalité guinéenne," ajoute le communiqué. "A la suite de l'enquête préliminaire menée par la brigade de lutte contre le trafic illicite de drogue de la sureté de la wilaya de M'sila, neuf (9) suspects ont été arrêtés, tandis que sept (7) autres

demeurent en fuite". "En date du 21 septembre, après présentation des mis en cause devant le parquet, ces derniers ont été poursuivis dans le cadre de l'instruction judiciaire pour importation, transport, chargement, stockage et détention à des fins de trafic de drogues de synthèse et de substances psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé transnational, aux fins de porter atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre et la sécurité publics, ainsi que pour contrebande grave portant atteinte à la sécurité et à la santé publiques et délit de blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel", indique la même source. Après avoir interrogé les accusés, le juge d'instruction "a ordonné leur placement en détention provisoire", conclut la même source.